17

La culture régionale



L'église et le couvent de Saint-Jean-Port-Joli depuis l'hôtel Castel des Falaises.
Mine de plomb sur papier d'Alexander Young Jackson, s.d.
(Musée du Québec, 87.230).
Photo: Patrick Altman.

Pour les années 1930 à nos jours, alors que le développement des communications de masse donne l'impression d'une uniformisation culturelle à l'échelle du Québec et même du continent nord-américain, la notion de culture régionale peut sembler de prime abord extravagante. Il demeure toutefois qu'en parallèle de cette culture plus globale, subsistent toujours des particularismes régionaux qui modulent et nuancent les tendances nouvelles. Dans une région aussi ancienne que la Côte-du-Sud, ces particularismes peuvent même prétendre constituer les fondements d'une régénération identitaire.

La transformation du traditionalisme: 1930-1960

Conséquence d'une société qui s'industrialise et s'urbanise, une culture de consommation se développe sur la Côte-du-Sud entre 1930 et 1960. Les valeurs et les modèles urbains se répandent tranquillement mais sûrement et ce, malgré les résistances des élites et du clergé. Parallèlement, on assiste à un réveil puis à un essor des associations et des corporations de toutes sortes. Des musées régionaux, des troupes de théâtre populaire, des métiers artisanaux, des festivals et des reconstitutions historiques voient le jour. Ces manifestations du dynamisme culturel sudcôtois semblent traduire cette recherche de l'authenticité qui se porte d'abord vers le populaire, le quotidien. Elles témoignent peut-être de cette quête d'une identité à retrouver ou à sauver. Mais, par-dessus tout, ce réveil culturel réhabilite, pour un temps, le monde rural menacé qui devient cependant objet de folklore.

Les mass media: culture de consommation et ouverture sur le monde

La culture de consommation ou de grande diffusion est celle pratiquée par le grand nombre ou qui lui est destinée. Ses manifestations les plus caractéristiques sont sans contredit ces nouveautés que sont le cinéma, la radio et la télévision, mais également cette presse à grand tirage qui avait d'ailleurs connu un essor rapide au tournant du siècle.

LA PRESSE

Les années qui suivent la Crise se distinguent par l'affranchissement politique des grands journaux, leur concentration dans les grandes villes et leur diffusion élargie. Ainsi, *Le Soleil* de Québec, dont le tirage dépasse les 120 000 exemplaires en 1960, devient le quotidien de tout l'est du Québec. En 1955, on dénombre plus de 4 800 abonnés pour les comtés de Montmagny, L'Islet et Kamouraska. Cette pénétration du quotidien de la capitale sur la Côte-du-Sud n'empêche pas l'existence d'une presse régionale qui totalise plus de 5 000 abonnés à la même époque pour *Le Courrier de Montmagny*, *Le Progrès de L'Islet* et *Le Peuple*, les trois hebdomadaires régionaux[1].

Le Courrier de Montmagny et *Le Progrès de L'Islet* appartiennent au réseau de presse de la famille Marquis de Montmagny. Acquéreur avec son frère Gérard du *Courrier de Montmagny* en 1923 et fondateur du *Progrès de L'Islet* en 1930, Maurice Marquis consolide son empire de presse dans les années suivantes quand il devient l'unique propriétaire du *Courrier* et qu'il procède à de nombreuses acquisitions tant dans la région qu'ailleurs. Libéral ardent qui ne cache pas son allégeance politique, Marquis possède un réseau qui couvre, à la fin des années trente, un vaste territoire qui va de Lotbinière à Gaspé, sur la rive sud du Saint-Laurent, et du comté de Portneuf au Saguenay, sur la rive nord. Sur la Côte-du-Sud en particulier, il fait l'acquisition de *L'Étendard de Bellechasse* (1931-1937) et modifie son nom pour *Le Courrier de Bellechasse* (1937-1968).

Le Peuple, fondé en 1900, s'affiche comme conservateur jusqu'en 1940. En 1951, après l'engagement de Paul Gros d'Aillon, responsable en 1961 de la publicité de l'Union nationale, *Le Peuple* épouse la cause de ce parti politique alors au faîte de sa popularité.

Les principaux journaux régionaux se distinguent donc par un attachement plus durable à l'allégeance politique. Mais la presse régionale compte également des publications d'une autre nature comme la *Gazette des campagnes* (1941-1956), qui avait cessé de paraître en 1895 et qui réapparaît en 1941. Son propriétaire-directeur-rédacteur, Louis de Gonzague Fortin, dans le premier numéro, signale que ce journal «sera la continuation de l'autre tout simplement: format et esprit», défenseur de l'Église, du monde rural et de la bonne moralité[2]. En 1941, l'abonnement annuel au journal, publié chaque quinzaine, revient à un dollar; en 1946, en plus de doubler le nombre de colonnes à lire et le prix de l'abonnement, la *Gazette* devient hebdomadaire. Le journal conserve cette formule jusqu'à sa fermeture, en 1956.

LE CINÉMA

Prenant le relais des conférences qui, depuis les vues panoramiques jusqu'aux lectures publiques illustrées, constituaient l'apanage de la «culture de la parole», «domaine d'emprise de l'élite[3]», le cinéma s'adresse et est

L'ABBÉ MAURICE PROULX

Natif de Saint-Pierre-de-Montmagny, l'abbé Maurice Proulx (1902-1988) est véritablement l'un des premiers documentalistes au Québec. En 1933, étudiant à l'Université Cornell de New York, il découvre le cinéma. Ce nouveau moyen de communication lui apparaît indispensable à l'enseignement et à la culture populaire. Entre 1934 et 1968, il produit et réalise quelque 40 films dont deux longs métrages documentaires. Son premier, *En pays neufs*, témoigne de la politique de colonisation en Abitibi, dans les années trente. Son second, *En pays pittoresque*, présente la Gaspésie des années quarante, la colonisation, les pêcheries. Plus de 450 000 spectateurs visionnent entre 1941 et 1954 ces deux longs métrages. Il produit également des films à caractère scientifique et didactique: *Le miel nectar*, *Le labour Richard*, *Le percheron*, *Le lin du Canada*, *Les ennemis de la pomme de terre*, *Jeunesse rurale*, *Le tabac jaune du Québec* et plusieurs autres. Nombre de ces images sont d'ailleurs filmées sur la Côte-du-Sud, région native de Proulx et lieu où il exerce les fonctions de professeur et de supérieur à l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

De fait, Proulx n'oublie pas le but premier de sa démarche cinématographique: l'enseignement. Des films comme *Waconichi*, *Au Royaume du Saguenay* et *Les îles de la Madeleine* intéressent de 500 000 à 1 000 000 de spectateurs entre 1955 et 1971. Témoin de son époque, conscient de l'évolution de la société québécoise, Maurice Proulx soulignait que ses «films étaient faits dans le but exclusif de permettre la diffusion des valeurs du temps, dont l'amour du sol. Mes films reproduisaient donc fidèlement les débuts de la colonisation et défendaient la famille, la religion et le patrimoine». On peut percevoir à travers ces films, oeuvres de propagande, au sens où l'entendait Proulx lui-même, comment la religion imprégnait la société québécoise du temps.

En plus de s'occuper entre 1934 et 1960 d'enseignement et d'adoption à La Pocatière, il prend une part importante, comme conseiller du premier ministre Godbout, à la fondation en 1940 du Service de ciné-photographie (1941-1961), remplacé par l'Office du film du Québec (1961-1975). Proulx produit d'ailleurs plusieurs documentaires pour ce Service en 1941. Grâce aux images de Maurice Proulx, il nous est possible de suivre l'évolution de la société québécoise d'après les années trente. L'ensemble de son oeuvre, reconnu comme patrimoine cinématographique, est d'ailleurs acquis par le gouvernement du Québec à la fin des années soixante-dix.

Sources: Luc Chartier et Antoine Pelletier, *Rétrospective Maurice Proulx*, Québec, Ministère des Communications, 1978; «De son enfance à aujourd'hui: l'abbé Maurice Proulx», *Le Kamouraska*, 27 septembre 1978, p. 6.; René Bouchard, «Documents filmiques sur la religion traditionnelle de Québécois», dans Benoît Lacroix et Jean Simard, *Religion populaire, religion de clercs?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, p. 195-207.



L'abbé Maurice Proulx en 1954. (ANQ, Québec, E67/2175-54).

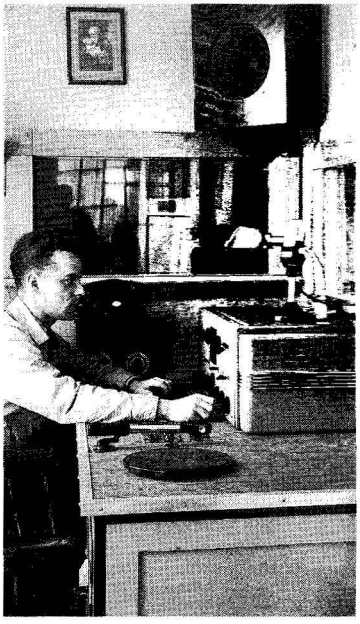
accessible, cette fois, à toutes les classes de la société. Cette nouveauté, populaire, commerciale et visuelle, donne accès à une nouvelle culture continentale, à une certaine américanisation. Dès les années 1930, le cinéma parlant devient le divertissement le plus populaire. Ce phénomène s'accompagne d'ailleurs d'une certaine production artisanale québécoise particulièrement associée à des prêtres-cinéastes tels les Albert Tessier en Mauricie, Maurice Proulx à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Georges Côté dans Bellechasse, l'abbé Imbeault au Saguenay, ainsi qu'à certains ministères provinciaux.

La période d'après-guerre constitue véritablement l'âge d'or du cinéma au Québec. En 1945, pour la première fois, le nombre de salles en région dépasse celui de Montréal[4]. Cette popularité, avant 1950, est également associée aux projectionnistes ambulants et aux salles parallèles, communautaires et paroissiales, qui se multiplient. La présence et la persistance dans les années trente et suivantes de ces projectionnistes ambulants, qui font la tournée des foires agricoles et commerciales et des cercles agricoles, reflètent d'ailleurs cette lenteur relative dans l'établissement de cinémas permanents commerciaux à l'extérieur de centres urbanisés et populeux. L'établissement des salles paroissiales confère un statut religieux à ce type de cinéma en raison des organismes qui les établissent et les maintiennent.

De 1945 à 1954, chaque petite ville obtient son cinéma. Sur la Côte-du-Sud, le Théâtre Taché, à Montmagny, prend la relève du Théâtre de l'Hôtel de ville, géré par les Chevaliers de Colomb, alors que le Cinéma Pocatière, à La Pocatière, ouvre officiellement en 1952[5]. Un deuxième cinéma, le Théâtre LaFontaine, ouvre à Montmagny et, à Saint-Pascal, Gérard Chapleau fait construire en 1949 le Théâtre Duchesse. Outre les représentations cinématographiques, il présente des personnalités de l'heure, tels Charles Trenet, les troupes de Jean Grimaldi et de Fred Ratté, Rina Ketty, Victor Delamarre et sa famille, ainsi que des magiciens de «grande renommée»[6].

LA RADIO

Autre phénomène de la modernité urbaine, la radio rejoint près de 88 % des foyers québécois en 1947[7]. Ce n'est qu'avec le mouvement d'électrification rurale entrepris par le gouvernement Duplessis, à compter de 1936, que les récepteurs de radio se répandent dans les campagnes sudcôtoises, mais toujours avec un net retard par rapport aux milieux urbains et villageois. Ainsi, en 1941, alors que 36 % des fermes du Québec en sont munies, sur la Côte-du-Sud le pourcentage varie de 25,8 % pour Bellechasse à 26,8 % pour Kamouraska et à 35 % pour Montmagny–L'Islet. Rien ne démarque d'ailleurs la Côte-du-Sud des districts de recensement voisins qui obtiennent des moyennes similaires: Beauce (26,6 %), Rimouski (29,9 %) et Matapédia–Matane (32,4 %). À cette époque, ce produit «de luxe» est l'apanage du notable rural et des villageois. Ces derniers détiennent une moyenne de 51,3 % des récepteurs (Bellechasse) à 57,7 % (Montmagny–L'Islet) alors que près de 63 % de la population régionale vit sur une ferme[8]. C'est surtout dans les années 1940 que la radio se répand dans les campagnes de la Côte-du-Sud[9]. En 1951, plus de 90 % des foyers sudcôtois possèdent un récepteur; la moyenne provinciale est alors de 93,5 %[10].



Émilien Bois, animateur de la station CHGB de La Pocatière dans les années quarante. (ACSCSA).

Depuis 1938, la Côte-du-Sud est desservie par la station CHGB de La Pocatière, affiliée dès ses débuts au réseau français de Radio-Canada. CHGB couvre principalement le territoire de Montmagny à Rivière-du-Loup, ainsi qu'une bonne partie de la rive nord en aval de Baie-Saint-Paul. L'arrivée de la station privée indépendante CKBM de Montmagny, en 1953, ne semble cependant pas faire l'unanimité. En fait, on reproche à CKBM, comme aux autres postes indépendants, de contribuer à une américanisation de la société québécoise et d'être ainsi «les destructeurs les plus actifs de ce que nous avons de mieux dans notre culture populaire[11]». Toutefois, cette coexistence de deux stations sur la Côte-du-Sud reflète timidement ce qui se passe, à cette époque, dans une radiophonie québécoise en pleine expansion où de nouvelles stations entrent sans cesse en ondes et où la concurrence devient féroce.

LA TÉLÉVISION

L'apparition de la télévision, en 1952, bouleverse les habitudes de vie des Québécois. Cinéma chez soi, disponible, prêt à être regardé, la télévision est une technologie à la portée de la main. L'avènement de la télévision a l'effet d'une véritable révolution dans les domaines du divertissement et de la consommation de masse. Elle transforme profondément les habitudes de consommation, modifie le système de valeurs en façonnant de nouveaux critères d'appréciation et contraint les autres médias à se redéfinir. Le rythme des soirées, à la ville comme à la campagne, se règle sur l'horaire des émissions diffusées. Les meubles du salon sont redisposés en fonction du petit écran et les antennes apparaissent sur les toits, toujours plus nombreuses.

La proportion des foyers québécois possédant un téléviseur augmente de façon fulgurante pour atteindre 88,8 % en 1960[12]. Sur la Côte-du-Sud, cette proportion se situe à 72 % en 1961. Cependant, la réception fait défaut. En 1954, on déplore la présence de parasites, d'images floues, neigeuses et pâles. Ces problèmes sont tels que la *Gazette des campagnes* leur attribue la rareté des appareils de télévision dans la région de La Pocatière[13]. De fait, les émetteurs de CBFT et de CBMT, à Montréal, sont hors d'atteinte alors que les récepteurs ne sont pas assez puissants pour capter le poste de Québec, CFCM-TV. Il ne faut donc pas s'étonner qu'en janvier 1956, on demande aux lecteurs de la *Gazette des campagnes* ce qu'ils pensent de l'ouverture d'un poste régional, CHGB-TV. De l'avis de Louis-de-Gonzague Fortin, il ne serait pas si difficile d'obtenir les capitaux nécessaires à la création d'une station de télévision à Sainte-Anne, poste qui comblerait cette zone qui s'étend de Montmagny à Rivière-du-Loup[14]. À la fin des années cinquante, on tente de régler le problème de réception en construisant un système de relais entre Montréal et Rimouski[15]. Bien que ces relais permettent une meilleure réception dans la zone littorale, la chaîne de montagnes constitue toujours un réel problème pour les paroisses de l'arrière-pays. Malgré ces inconvénients, durant les années soixante et suivantes, la télévision deviendra omniprésente dans la vie des Sudcôtois.

Ainsi, entre 1930 et 1960, par l'entremise de la presse, du cinéma, de la radio et de la télévision, même une région rurale comme la Côte-du-Sud est touchée par un phénomène d'ouverture sur le monde extérieur rendu accessible par le développement et la diffusion de ces mass media qui véhiculent en même temps les valeurs et les comportements d'une culture de consommation.

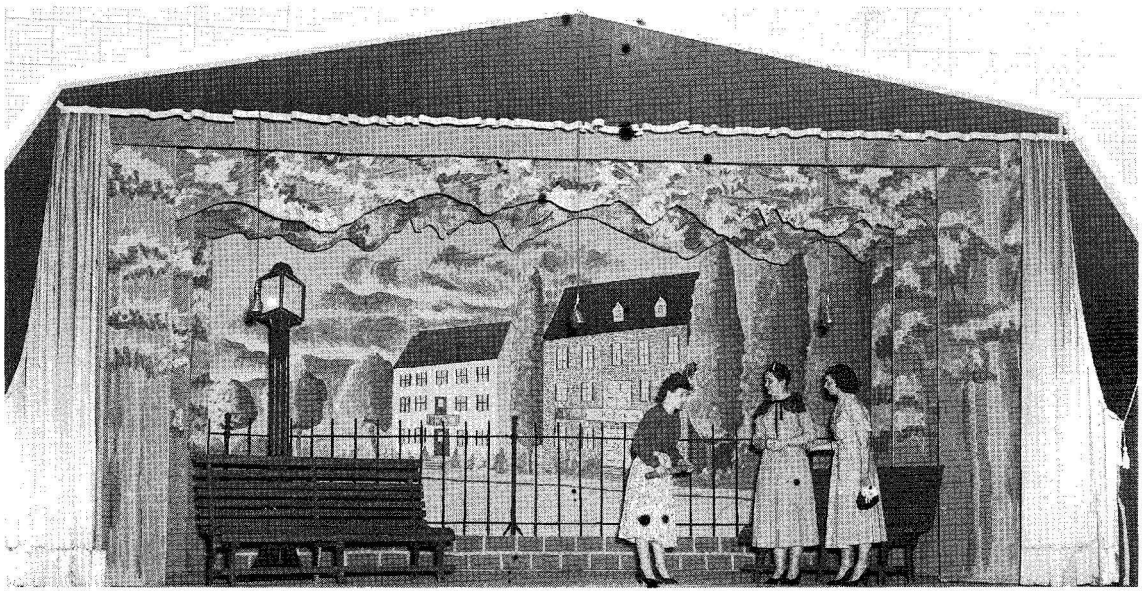
Les pratiques artistiques

Les arts d'interprétation

LE THÉÂTRE

Avec la généralisation du cinéma parlant, à compter des années trente, le théâtre est véritablement placé dans un état de crise. Certaines formes de théâtre plus populaire, au goût du public, genre mélodrame, vaudeville, comédie-bouffe, music-hall ou burlesque, connaissent cependant un grand succès. Sur la Côte-du-Sud, après 1930, le théâtre de répertoire sera à Sainte-Anne-de-la-Pocatière ce que le théâtre populaire sera à Montmagny.

De toutes les formes de théâtre populaire, c'est le burlesque qui domine entre les années 1930 et 1950. Ces spectacles, fort animés, ont l'avantage d'allier l'improvisation, l'humour, la chanson et parfois la danse, dans un langage populaire coloré. Dans les années quarante, la troupe de Jean Grimaldi présente à Tourville, dans L'Islet, la pièce *Sans amour*. Cette paroisse semble d'ailleurs choyée au cours des années 1930-1950. Les curés Matte (1930-1941), Leclerc (1941-1944) et Létourneau (1944-1951) sont particulièrement actifs puisqu'ils organisent, à tour de rôle, des soirées payantes de théâtre et des spectacles, et cela parfois au déplaisir de l'évêque. Nul doute que la présence d'un noyau de population étranger à la région, particulièrement des



Représentation de la pièce «Un jardin sous l'orage» à la salle paroissiale de Saint-Jean-Port-Joli, en 1949. (Studio du Port-Joly, photo: Alphonse Toussaint).

ouvriers liés aux activités de chemin de fer, fournit un public friand de ce genre d'activités culturelles.

Sur la Côte-du-Sud, et plus particulièrement à Montmagny, les activités théâtrales sont constantes et populaires mais il s'agit bien sûr de théâtre d'amateurs. On se produit avec ferveur sous les auspices d'associations paroissiales (Chevaliers de Colomb, JOC, etc.). On observe également la présence d'associations liées généralement aux institutions scolaires: la Société Saint-Louis-de-Gonzague du Collège de Sainte-Anne, le Cercle Saint-Thomas du Collège Sacré-Coeur, Les Collégiens de Montmagny, qui réunit tous les élèves des séminaires ou collèges classiques ou juvénats qui passent leurs vacances d'été à Montmagny, le Cercle Étienne-Pascal-Taché de Montmagny.

Les représentations visent généralement deux objectifs: le recrutement ou le renflouement des caisses des bonnes oeuvres, lorsque ce ne sont pas les deux à la fois. Les lieux privilégiés dans la campagne sont le collège, le couvent ou la salle paroissiale de la localité alors qu'à Montmagny, le Théâtre Taché et la salle des Chevaliers de Colomb s'ajoutent aux institutions de l'endroit (l'hospice, le couvent et le Collège Sacré-Coeur). Comme il convient dans ce genre d'activités, les comédies comme les drames comportent des «leçons morales de haute portée»[16]. Ce ne sera que dans les années 1950 que se constituera, à Montmagny, une troupe de théâtre d'amateurs qui ne soit pas directement liée aux institutions et organismes religieux. En 1958, sous l'impulsion d'un annonceur du poste de radio CKBM, José Rettino, une troupe de théâtre d'amateurs est fondée à Montmagny, Le Théâtre miniature de Montmagny.

Pour sa part, le théâtre de répertoire vit depuis la Première Guerre mondiale, et tout au long des années de Crise, une période sombre. Presque disparu de la scène artistique québécoise, il ne survit que grâce au milieu amateur, particulièrement les collèges classiques. Sur la Côte-du-Sud, le Collège de Sainte-Anne constitue l'endroit de prédilection pour ce genre de théâtre. On y retrouve toujours ce prêtre passionné qui forme une petite troupe. La fête de la Sainte-Catherine, considérée comme la fête des étudiants, les fêtes de Noël, la fête du supérieur et la fin de l'année scolaire constituent les principales occasions de représentations théâtrales. Les pièces jouées sont les oeuvres de grands auteurs français classiques et contemporains. Des pièces de répertoire sont également jouées à Montmagny mais il s'agit de cas exceptionnels. Il en est ainsi de *L'avare*, de Molière, joué en 1958 par les étudiants de l'Université Saint-Louis, d'Edmunston.

La période de 1945 à 1960, particulièrement faste pour le théâtre de répertoire, est caractérisée par la naissance de la dramaturgie québécoise et par

la formation de nombreuses troupes professionnelles et semi-professionnelles[17]. La venue de certaines compagnies théâtrales à Montmagny, comme celle de L'Escale en 1958, est l'occasion de voir les vedettes montréalaises popularisées par la télévision, tel Guy Provost de *La famille Plouffe.*

LA MUSIQUE

La musique, qu'elle soit populaire, traditionnelle ou de répertoire, connaît pour sa part un accroissement de popularité à partir des années trente, grâce particulièrement à la radio et au progrès de l'enregistrement sur disque. La musique de répertoire réussit notamment entre les années 1930 et 1945 à élargir son public. Sur la Côte-du-Sud, et particulièrement à Montmagny, l'intérêt croissant que l'on y porte est encouragé, semble-t-il, par la popularité grandissante du violoncelliste et chef d'orchestre Edwin Bélanger, natif de la région.

De fait, Montmagny s'impose, entre 1930 et 1960, comme le haut lieu de la culture musicale régionale. Alors que la période de la guerre est propice à la venue d'artistes montréalais et canadiens, comme le violoniste Arthur Leblanc, l'après-guerre, et particulièrement les années cinquante, amène pour sa part les tournées d'ensembles et d'artistes prestigieux venus de l'étranger. Chose certaine, bien que la vie culturelle magnymontoise soit loin d'être aussi intense que celle de Montréal ou de Québec, il apparaît que cette ville, grâce particulièrement aux nombreuses initiatives des Jeunesses musicales de Montmagny, soit inscrite dans le circuit de tournées internationales.

La fin des années trente et le début des années quarante voient également, dans les villes de plus petite taille, l'apparition de chorales et de fanfares. Il en est ainsi de l'Harmonie de Montmagny, ce corps de musiciens qui se réorganise, en mai 1934, sous la direction de J.-Eugène Tondreau. Outre les nombreux concerts en plein air, cette fanfare prend part aux principales activités religieuses et culturelles et sa présence contribue à rehausser la qualité de la vie à Montmagny[18].

Les métiers artisanaux

À partir des années 1930, alors que la crise économique se fait douloureusement ressentir, les arts populaires et l'artisanat suscitent des initiatives précises et font naître de véritables passions autant chez les créateurs que chez les chercheurs. La «stratégie d'éveil» des industries artisanales et des arts ménagers développée dans le premier tiers du XX^{e} siècle fait son oeuvre. Plusieurs facteurs contribuent à ce renouveau des métiers artisanaux tant au Québec que sur la Côte-du-Sud. L'appui du ministère provincial de l'Agriculture est évidemment déterminant. Il faut aussi noter la mise sur pied par Georges Bouchard, professeur à l'École d'agriculture de Sainte-Anne, et par

Alphonse Désilets, agronome, du Cercle des fermières. Des artisans de grande valeur, des chefs de file et des créateurs dynamiques comme Émilie Chamard, Eugène Leclerc et les frères Bourgault favorisent l'émergence et la reconnaissance de ces métiers artisanaux.

L'*Inventaire des ressources naturelles* de 1939 témoigne du regain des arts domestiques dans la région et permet de partager la production artisanale sur la Côte-du-Sud en quatre grandes catégories. Une première, qui résulte de l'influence de l'École ménagère de Saint-Pascal ou de couvents comme celui de Rivière-Ouelle, tend, malgré la qualité d'exécution, à une standardisation de la production. Une deuxième catégorie, issue uniquement de la production domestique, donne un produit de bonne qualité mais de présentation plutôt moyenne. Une troisième, engendrée par le zèle des fermières et la compétition entre cercles, particulièrement ceux de la zone littorale, regroupe une production originale et de qualité. Parfois, les ouvrières de la «vieille école» rivalisent avec celles de la «nouvelle école», formées dans les écoles ménagères et les couvents de la région. La dernière catégorie est issue d'un apprentissage plutôt récent, caractéristique de l'arrière-pays, où l'on trouve semble-t-il une attitude réfractaire aux arts domestiques[19]. Cette attitude se remarque également dans certaines localités de la zone littorale, particulièrement celles avoisinant des centres urbanisés.



Cercle des fermières de Sainte-Anne-de-la-Pocatière fondé en 1939. (ACSCSA).

UN NOUVEL ENGOUEMENT

À compter des années trente, les initiatives afin de stimuler la production artisanale se multiplient: des écoles de métiers, des comptoirs de vente à Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Pascal, Sainte-Anne-de-la-Pocatière et Rivière-du-Loup[20] sont mis sur pied; l'École des arts domestiques (1930) se met à dispenser des cours dans les cercles de fermières de la région. La création de cette école incite d'ailleurs Nilus Leclerc, de L'Islet, fabricant depuis 1906 de mobilier d'église, à se lancer dans la fabrication de métiers[21]. À partir de 1948, le Secrétariat de la province donne des prix dans des disciplines reconnues comme

les arts décoratifs, la sculpture et la peinture. Des expositions d'artisanat et des conférences alimentent cet engouement pour les choses et les techniques du passé. Sur la Côte-du-Sud, les ateliers-écoles de Saint-Jean-Port-Joli se font connaître et sont cités en exemple[22]. De fait, rien n'aurait présagé, vingt ans plus tôt, une telle destinée pour Saint-Jean-Port-Joli.



Vieille dame de L'Isle-aux-Grues fabriquant un tapis crocheté en 1955. (ANQ, Québec, E67/NN-138-55-2 (R).



Émilie Chamard à l'exposition nationale de l'hôtellerie et de la restauration à Montréal en 1959. (Archives Artisanat Chamard).



Eugène Leclerc devant son atelier. (Carte postale, Archives de la famille Leclerc).

MÉDARD BOURGAULT ET SON OEUVRE

Le 8 juin 1897 naît, à Saint-Jean-Port-Joli, Médard Bourgault, cinquième enfant de Magloire Bourgault et d'Émélie Legros.

Après avoir navigué sur le fleuve durant plusieurs années (1911-1919), Médard apprend, auprès de son père, le métier de charpentier. Le 6 février 1923, il épouse sa cousine Marie-Rose Bourgault; quatorze enfants naîtront de ce mariage. Ils adopteront également une fille et un garçon.

À l'été 1929, Marius Barbeau, anthropologue de formation, est de passage à Saint-Jean-Port-Joli en quête d'antiquités et de vieilles chansons. Intrigué par des décorations sculptées sur la maison de Bourgault, il s'arrête et parle à son épouse. Cette dernière lui montre des oeuvres de Médard. Quelques jours plus tard, Barbeau revient pour rencontrer l'artiste. Marius Barbeau est conquis par le talent et la simplicité de Médard Bourgault. Longtemps après, Bourgault se remémorera cette rencontre:

> Il [Barbeau] me conseillait beaucoup de continuer il incistait même je ne pouvait en croire mes yeux ci je ne mettait pas retenu je lui aurait sauté au cou pour lenbrassé car je ne trouvait pas de mot pours lui témoigné ma reconnaissance enfin jallait donc exercé le travaille que depuit ci longtenps je désirai travaillé [...] cest avec regret que je le regardait séloigné.

À l'été 1930, la crise économique se fait sentir à Saint-Jean-Port-Joli. Médard se retrouve sans travail, les cultivateurs ayant suspendu la construction des bâtiments de ferme. Bourgault, encouragé par son épouse, se met à sculpter dans son atelier et vend ses pièces en bordure de la route. En 1931, Jean-Julien et André se joignent à leur frère aîné. Georges Bouchard, auteur de *Vieilles choses, vieilles gens*, alors député du comté de Kamouraska, fait la rencontre de Bourgault. Conquis par le travail de l'artiste, il l'incite à faire revivre des scènes du terroir. Dès lors, tout va très vite. Médard participe à des expositions à Montréal, à Toronto, à la Malbaie, à Québec. Députés, premiers ministres, membres du clergé, simples touristes s'intéressent à ses oeuvres.

En 1935, Médard délaisse l'art paysan pour revenir à sa première forme d'expression, l'art religieux. Ses frères (Jean-Julien et André), sa soeur (Yvonne), ses neveux et d'autres de son village poursuivront dans l'art paysan. Vingt ans après, ils sont soixante et, à sa mort, qui survient le 21 septembre 1967, ils sont plus d'une centaine à perpétuer cet art à Saint-Jean-Port-Joli. Durant 40 ans, Médard Bourgault a sculpté plus de 4 000 pièces.

Sources: Angéline Saint-Pierre, *Médard Bourgault, sculpteur*, Québec, Garneau, 1973, 128 p.; *Idem, L'oeuvre de Médard Bourgault*, Québec, Garneau, 1976, 141 p.; Jean-Marie Gauvreau, «Médard Bourgault et l'école de sculpture sur bois de Saint-Jean-Port-Joli», *Technique*, vol. 15, n° 2, février 1940, p. 87-98.



Médard Bourgault à l'école de sculpture en 1958. (ANQ, Québec, E67/NN-167-58).

LES BOURGAULT

En octobre 1940, à la suggestion de Jean-Marie Gauvreau, le premier ministre et député du comté de L'Islet, Adélard Godbout, autorise l'établissement d'une école de sculpture dans l'atelier de Médard et de Jean-Julien Bourgault. Après une suspension des activités durant la Deuxième Guerre mondiale, l'école est rouverte par le gouvernement Duplessis à l'automne 1944. André puis Jean-Julien en assument successivement la direction. Reconnaissant la spécificité de cette école, la commission scolaire régionale Pascal-Taché en prend la charge en 1966.

La littérature

Comme pour la période précédente, la Côte-du-Sud continue d'inspirer une production littéraire plutôt traditionnelle de type monographique, biographique ou historique prenant la forme d'une chronique des événements et des faits historiques. L'évocation des faits et gestes des personnages et leur relation sur une période plus ou moins longue permettent la reconstitution de la vie des habitants à différentes époques (Fortunat Bélanger, *Mémoires d'un cultivateur*, 1936). Les oeuvres monographiques témoignent généralement de la fidélité et de l'attachement des auteurs à leur paroisse natale comme Joseph-Elzéar-Achille Cloutier (*Cap-Saint-Ignace, 1900-1950*, 1951) et Alexandre Paradis (*Kamouraska, 1674-1948*, 1948).



Charles-Eugène Harpe (1908-1952). (Studio du Port-Joly, photo: Alphonse Toussaint).

CHARLES-EUGÈNE HARPE

Né à Lévis en 1908, Charles-Eugène Harpe fait des études classiques au Collège de Lévis puis suit des cours de littérature à l'Université Laval. Ses études terminées, il entreprend une carrière au théâtre. Il publie également dans différents journaux et revues des contes, des nouvelles et des poèmes sous les pseudonymes de René Debray et de Stéphane. Directeur de troupe et auteur dramatique, il est l'auteur de nombreux «pageants» et mélodrames qu'il fait jouer dans les régions de Québec et de la Côte-du-Sud. C'est durant une hospitalisation prolongée qu'il écrit «son plus beau livre»: *Les Croix de chair*. En 1946, il publie aux Éditions Marquis un recueil de contes: *Le Jongleur aux étoiles*. La même année, il épouse Gabrielle Arsenault et s'établit à Saint-Aubert de L'Islet dans une maison qu'il décrit ainsi:

> Je possède un cabinet de travail, genre solarium, avec horizons magnifiques sur la campagne de St-Jean-Port-Joli, sur le large fleuve et sur les montagnes de la Baie Saint-Paul. Un grand jardin, un verger, un parterre précédant ce dernier, j'ai tout ce qu'il faut pour rimer dans l'extase des fleurs ou de la belle neige blanche qui ouate les branches du gros cormier encore en possession de ses grappes de corail. Je vis donc heureux dans le travail, dans un décor ravissant.

Il collabore à différentes annales, écrit des nouvelles et publie des critiques littéraires dans *Photo Journal*, *Le Bulletin des agriculteurs* et *L'Action catholique*. Il est également l'auteur de nombreuses pièces de théâtre dont *La Gardienne du foyer*, *L'Angelus de la mer*, *Le Coeur d'un homme*, *La Femme enchaînée*, *Le Semeur de haine*, *Chômeurs de luxe*, etc. Il réalise également un roman-fleuve à CKCV, *Les Trottoirs du Québec*, ainsi qu'une série de trente émissions sur le miracle de Fatima. Cette série, qui passe sur tous les réseaux, est également diffusée en Europe.

En 1950, il présente à Saint-Jean-Port-Joli *La Passion du Christ*. Cette pièce obtient un tel succès qu'on vient «de toutes les parties de la province et même des États-Unis pour y assister». Elle est également jouée dans les villages voisins et dans les paroisses d'autres comtés. Il fonde la troupe de théâtre Les Artistes du terroir, connue en 1955 sous le nom Les Copains de l'art. Il décède en 1952, pendant la représentation d'un de ses «pageants», *La Moisson du souvenir*, à Saint-Alexandre de Kamouraska. Il est alors président de la Société des poètes canadiens-français.

Sources: Jean-C. Plourde, «Charles-E. Harpe, ce grand inconnu», *Gazette des campagnes*, 30 juin 1955; *Histoire de Saint-Aubert, 1858-1975*, Saint-Aubert, Perspectives-Jeunesse, 1976, p. 33-34; *Dictionnaire des oeuvres littéraires du Québec, vol. III, 1940-1959*, Montréal, Fides, 1982, p. 43.

Bien que les auteurs sudcôtois soient plus nombreux dans la première moitié du XX[e] siècle — notamment par une plus grande production littéraire féminine — que dans la période précédente, bon nombre de ceux-ci n'habitent pas la région. Après la guerre, le mouvement va même en s'accentuant. De plus, les littéraires issus de la Côte-du-Sud s'inspirent très peu de leur région natale. Notons cependant quelques exceptions d'auteurs connus comme Charles-Eugène Harpe, qui vécut à Saint-Aubert, ou plus récemment le père Benoît Lacroix (*Quelque part en Bellechasse*, 1981) qui s'inspire de façon remarquable du comté de Bellechasse[23].

LES CERCLES LITTÉRAIRES

À Montmagny, dans les années trente et quarante, la vie littéraire est particulièrement active avec le Cercle du bon parler français, association qui fait la promotion de la langue française auprès des collégiens, son pendant féminin, le Cercle littéraire Étienne-Pascal-Taché, ainsi que l'Association littéraire et artistique de Montmagny qui réunit «l'élite intellectuelle de notre localité». Cette dernière association organise d'ailleurs nombre de conférences auxquelles participent, notamment, le directeur de l'enseignement du dessin de la province, Gérard Morisset, les journalistes Damase Potvin et Edmond Chassé, le rédacteur en chef du *Devoir*, Omer Héroux, et nombre de personnalités locales et régionales. On y organise également des concours littéraires et des concerts de musique et d'orgue. De fait, la littérature, tout comme les arts visuels, le théâtre et la musique de répertoire, s'adressent à un public qui se distingue par un niveau d'éducation plus élevé que la moyenne et par son appartenance à des couches de population économiquement plus aisées.

CÔTE-DU-SUD

Côte-du-Sud, le malheur de ma main
Qui voudrait bien saisir
Sur la plage blanche de mon croquis
Le glissement des fuites et des formes
de son paysage.

Lieu privilégié où le fleuve s'enferme
dans ce pays,
L'ensemence et l'ouvre sur la terre.
Mélange de la terre et de l'eau,
Mélange de la terre et des eaux,
De la mer et du fleuve,
De la plaine et des montagnes.

Le sourcil foncé des Laurentides
Y sert de refuge au soleil qui se couche.
Les collines des Appalaches
Viennent y glisser jusqu'au rivage
Pour y déposer quelques cailloux,
Quelques rochers
Afin que les enfants y jouent.

Sources: Joël Rouffignat, *La Côte-du-Sud en poésie: recueil des textes du Prix littéraire Philippe-Aubert-de-Gaspé* (5[e] anniversaire), La Pocatière, Société Saint-Jean-Baptiste du diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, 1990, p. 34.

Les structures d'encadrement

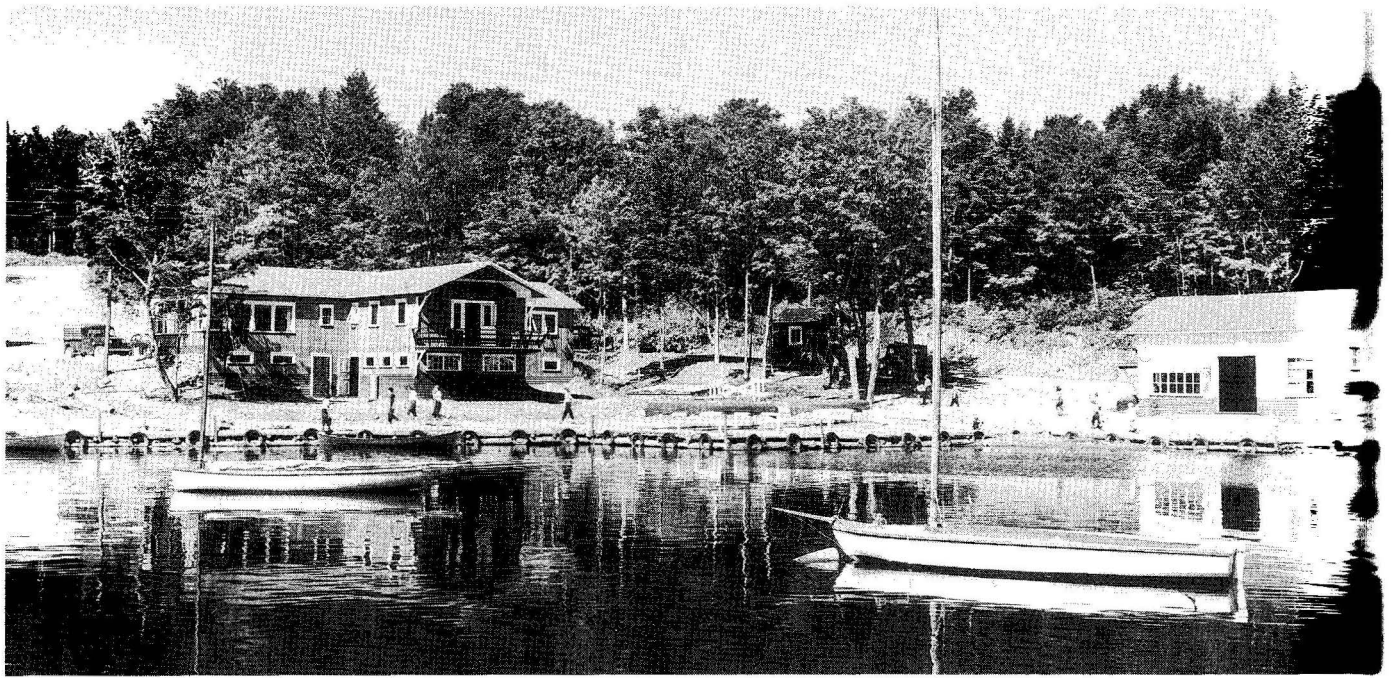
Les associations volontaires

L'OMNIPRÉSENCE DU CLERGÉ

Depuis le début du XX[e] siècle, les organisations culturelles, récréatives et même sportives se développent, sauf de rares exceptions, sous l'égide du clergé régional. Ce phénomène, qui se remarque d'ailleurs dans l'ensemble de la province, fait partie de cette stratégie de l'Église consistant à encadrer et à discipliner les loisirs et les moeurs de la société québécoise. Bien que fragmentaires, les recherches confirment cette omniprésence de l'Église et du clergé dans les activités culturelles et récréatives régionales des années 1930-1960.

LES MOUVEMENTS

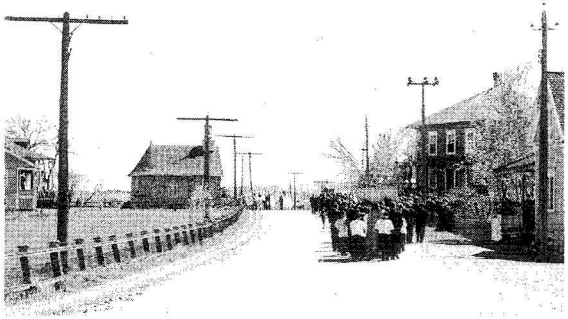
Afin de prémunir une jeunesse de plus en plus influencée par la modernité contre les dangers des loisirs modernes, le clergé accorde une attention particulière à cette catégorie de la population. Le développement des mouvements d'action catholique, les sections JEC, JOC et JAC et leur pendant féminin, ainsi que les mouvements scouts et guides illustrent assez bien cette préoccupation. En 1938, le préfet des études du Collège de Sainte-Anne, l'abbé Robert Côté, fonde pour les étudiants de cette institution la première troupe de scouts de La Pocatière. En 1955, on dénombre, pour l'ensemble du diocèse de Sainte-Anne, 15 sections de scouts et guides avec 361 membres[24].



Camp-école de l'abbé Raoul Cloutier au lac Trois Saumons en 1956. (ANQ, Québec, E67/NN-449-56).

LES FÊTES

L'encadrement religieux s'observe également dans les fêtes locales. Le départ d'un curé estimé de ses ouailles, le jubilé d'un membre du clergé, les fêtes religieuses du Christ-Roi, de la Toussaint, du Sacré-Coeur, la procession du Saint-Sacrement, les bénédictions d'édifices religieux sont des occasions de réjouissances et, principalement, de démonstrations religieuses. Soirées musicales et récréatives terminent généralement ces journées ponctuées de messes, de prières et de discours.



Procession de la Fête-Dieu à la chapelle de Saint-Roch-des-Aulnaies en 1962. (ANQ, Québec, E67/NN-62885.)

Par l'ampleur des démonstrations et des réjouissances tant de nature patriotique que religieuse, la fête nationale des Québécois, la Saint-Jean-Baptiste, constitue véritablement l'événement annuel le plus important à se dérouler à Montmagny au cours des années trente et suivantes. Fondée en 1843, peu de temps après celle de Montréal et de Québec, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montmagny, quoique plus modeste, est une association qui intervient tant dans les domaines culturel, religieux et social, que politique et économique. En 1958, outre la section de Montmagny qui regroupe 532 membres, on dénombre également des sections dans les localités importantes de Cap-Saint-Ignace, avec 444 membres, de L'Islet, 362 membres, de Saint-Jean-Port-Joli, 200 membres, et de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, 338 membres[25].

L'OTJ

Dans les municipalités importantes, l'Oeuvre des terrains de jeux (OTJ), organisme mis en place dans les années cinquante par l'Église diocésaine, commence à faire sa marque. En 1955, on dénombre trois sections, avec 300 membres, pour l'ensemble du diocèse[26], dont celle de La Pocatière. C'est en 1953, grâce à l'initiative de l'abbé Léon Blanchet, vice-chancelier du diocèse, et de quelques citoyens, que l'OTJ de La Pocatière est incorporée. Ce comité de loisirs prend alors la relève de la Chambre de commerce qui assumait jusque-là l'organisation des loisirs à Sainte-Anne-de-la-Pocatière[27]. Dans les faits, la fin des années cinquante correspond à cet engagement des municipalités

dans l'organisation des sports et des activités culturelles, traditionnellement l'affaire d'organisations bénévoles de paroisses.

Le rayonnement du Collège de Sainte-Anne

LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE NATURELLE

L'encadrement culturel est également assuré par les institutions d'enseignement et en particulier par le Collège de Sainte-Anne. La Société d'histoire naturelle de La Pocatière, créée le 3 mai 1936, est composée d'élèves du Collège et de l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne, ainsi que des naturalistes de la région. Cette société a pour objectifs la mise sur pied d'une bibliothèque scientifique, d'un musée d'histoire naturelle et la préparation d'expositions annuelles. Elle travaille également à la constitution d'«un organisme de défense pour la protection des oiseaux, du gibier et du poisson de la région» et désire aider les agriculteurs dans leur lutte contre les insectes nuisibles[28]. Associée dès ses débuts à l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, cette société patronne, durant dix ans, les expositions scientifiques des étudiants de l'École d'agriculture. De plus, elle crée et organise une réserve biologique, elle seconde les efforts de l'Association forestière dans l'établissement d'une réserve cantonale dans Kamouraska et elle organise quinze causeries sur l'histoire naturelle pour le poste CHGB de La Pocatière (1947-1948). Cette société cesse ses activités le 5 juin 1963[29].

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE

La Société historique de la Côte-du-Sud est un autre organisme fortement rattaché au Collège de Sainte-Anne. Fondée le 12 juin 1948, la Société historique de la Côte-du-Sud — initialement et pour quelques années la Société historique de Kamouraska (1948-1954) — travaille à la promotion et à la défense du patrimoine et de l'histoire. Elle réunit à ses premières heures des hommes remarquables: monseigneur Wilfrid Lebon, son président d'honneur, qui publie en 1948 l'histoire du Collège de Sainte-Anne, le notaire Louis-Auguste Dupuis que l'on qualifie de «véritable encyclopédie» de l'histoire régionale, Louis-de-Gonzague Fortin qui s'engage alors dans toutes les initiatives culturelles, Albert Alarie, professeur à l'Institut de technologie agricole (ITA), et monseigneur Léon Bélanger, à qui l'on remettra en 1990 la distinction du Mérite historique régional. On veut ainsi l'honorer pour cette contribution de plus de 40 ans, à titre de secrétaire puis de président (1963-1966, 1981-1986) de la Société historique de la Côte-du-Sud. Du comté de Kamouraska, la Société élargit progressivement ses interventions et engagements vers les comtés de L'Islet et de Montmagny, sans toutefois jamais établir de bases solides dans le comté de Bellechasse[30]. Outre la production du bulletin *Le Javelier* et de nombreux cahiers d'histoire, la Société historique travaille à la mise sur pied du Centre d'archives de la Côte-du-Sud et du Collège de Sainte-Anne (ACSCSA), inauguré à l'automne 1991.

LE MUSÉE

Le musée du Collège de Sainte-Anne est indéniablement une institution culturelle qui dure grâce au dynamisme des prêtres du collège. Détruit par un incendie en 1920, le musée renaît de ses cendres en 1929 grâce, notamment, à l'abbé René Tanguay, qui y consacre plus de 45 années de sa vie. Le 3 janvier 1974, le gouvernement provincial accordera des lettres patentes à la Corporation du musée François-Pilote. La même année, on transportera les collections du Collège de Sainte-Anne, de l'ITA et de la Société historique de la Côte-du-Sud dans l'ancien couvent des Soeurs de la Sainte-Famille. Au cours des années, la collection se sera enrichie d'objets prêtés ou généreusement donnés par les gens de la région.

Contenant surtout des objets ethnologiques, le musée François-Pilote présente des collections permanentes sur l'histoire des sucres et des sports, une impressionnante collection de voitures à chevaux et d'instruments aratoires, des objets représentatifs de certains métiers associés aux mondes rural et maritime. On y retrouve également des objets religieux, des collections reliées aux sciences naturelles (oiseaux, mammifères, coquillages, poissons, insectes, papillons) et à l'enseignement des sciences (physique, biologie, chimie). Enfin, une partie importante du musée est consacrée à la reconstitution des intérieurs d'époque: salons, cuisines, chambres, magasin général et bureaux de professionnels.

* * *

Durant les années 1930-1960, les pratiques traditionnelles associées à la société rurale subissent un recul définitif et sont progressivement remplacées par des pratiques de type urbain. Fondée sur la transmission orale et sur une structure sociale de type rural, la culture traditionnelle faite de chansons, de rites, de contes et de légendes, et où la religion tient une place importante, ne peut vivre que si se conserve le milieu qui la nourrit. Menacée, mais encore très vivace sur la Côte-du-Sud, cette culture traditionnelle devient objet d'étude pour les Gérard Morisset, Marius Barbeau, Jean-Marie Gauvreau, Luc Lacourcière et nombre d'ethnologues, folkloristes et collectionneurs.

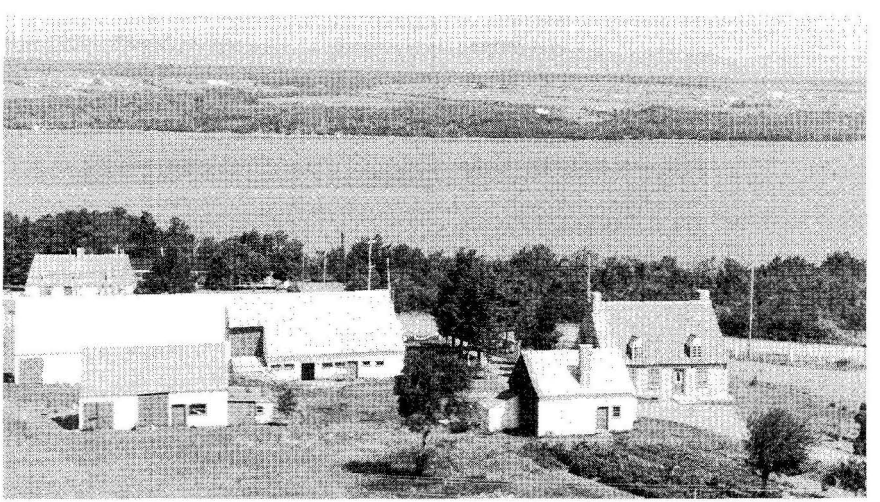
LA RICHESSE PATRIMONIALE

Ces décennies voient naître un engouement pour le passé et bientôt une «anticomanie» qui, ressentie d'abord par un groupe restreint de personnes, ne tarde pas à s'étendre à un plus large public à la fin des années cinquante et, à la faveur de la montée du nationalisme québécois, durant les années soixante. Bien que les meubles anciens et l'art populaire incluant l'artisanat domestique soient les plus convoités, on redécouvre également ce patrimoine architectural d'autrefois. Sur la Côte-du-Sud, et plus particulièrement à Beaumont, les Arthur Labrie, fin des années quarante, Luc Lacourcière, fin des années



Le moulin de Beaumont restauré par Arthur Labrie. (Photo: Alain Patry).

cinquante, et Rosaire Saint-Pierre, milieu des années soixante, s'affirment comme les précurseurs d'un mouvement de restauration de bâtiments anciens qui va prendre de l'ampleur dès la fin des années soixante. Cette époque est également celle où le gouvernement provincial procède à une série de classements: église et salle des habitants à L'Islet-sur-Mer (1957), manoir Gamache (1959) et moulin Vincelotte (1965) à Cap-Saint-Ignace, manoir Couillard-Dupuis (1961), maison Étienne-Pascal-Taché (1962) et maison Casault (1965) à Montmagny, église de Saint-Jean-Port-Joli (1963), manoir de Saint-Roch-des-Aulnaies (1965), maison Trudel (1970) à Beaumont, etc.



Le manoir seigneurial de Beaumont restauré par Rosaire Saint-Pierre. (Archives Rosaire Saint-Pierre).

À l'heure de l'intervention de l'État: 1960 à nos jours

Depuis 1960, comme dans l'ensemble du Québec, la vie culturelle sur la Côte-du-Sud est marquée par l'interventionnisme de l'État qui se concrétise, en 1961, par la création d'un ministère des Affaires culturelles. Cette intervention de l'État dans le champ culturel entraîne la création de nouveaux équipements, l'amélioration du statut des créateurs et la multiplicité de la production favorisant, de ce fait, l'accessibilité à un plus grand nombre de personnes et une augmentation rapide de la consommation. Elle encourage également une «quête du passé» qui s'inscrit dans un mouvement de réappropriation d'une identité nationale dans tous les domaines culturels. Sur la Côte-du-Sud, ce mouvement se traduit par des revendications pour la conservation d'un patrimoine régional. D'objets de folklore, les particularismes de la culture traditionnelle deviennent une marque de commerce...[31]

La régionalisation des politiques

Cette période, et plus particulièrement encore la décennie 1970, en est une d'efforts marqués pour la décentralisation, efforts qui aboutissent à la création d'associations touristiques régionales en 1976 et à la mise en place des conseils régionaux de la culture en 1977. La Côte-du-Sud se trouve alors partagée entre deux associations touristiques — celle de Chaudière-Appalaches[32] et celle du Bas-Saint-Laurent, qui commence à Sainte-Anne-de-la-Pocatière — et deux conseils régionaux de la culture — celui de Québec, qui se termine à Saint-Jean-Port-Joli, et celui de l'Est du Québec. La vie culturelle régionale devient alors tributaire de nouvelles réalités administratives. Les Sudcôtois et les touristes qui parcourent la région sont désormais informés par un panneau publicitaire bien en vue le long de l'autoroute 20, à La Pocatière, qu'ils pénètrent dans le territoire du Bas-Saint-Laurent...

Au même moment, des investissements plus importants que jamais sont consentis pour l'infrastructure et les équipements culturels (bibliothèques publiques, salles de concert et de spectacle, musées, centres culturels). La construction de nouvelles installations et la mise sur pied d'organismes, dont l'État assume, par la suite, l'essentiel des frais de fonctionnement, caractérisent les années 1970. Sur la Côte-du-Sud, cette période coïncide avec la construction de centres communautaires, de centres culturels et de la salle André-Gagnon (début 1980) de La Pocatière.

DE NOUVEAUX PROJETS



Musée maritime Bernier de L'Islet-sur-Mer. (Photo: Yves Beauregard).

Les années soixante-dix sont également celles des subventions (programmes Perspectives-jeunesse, Initiatives locales) versées à des animateurs et à des groupes culturels oeuvrant dans les quartiers ouvriers, les zones rurales ou les régions éloignées. Nombre de ces projets, qui ont lieu dans les paroisses sudcôtoises, permettent ainsi l'acquisition de meilleures connaissances sur le patrimoine local, sensibilisant, par le fait même, la population aux richesses artistiques, historiques et patrimoniales de leur localité. Ainsi, à Beaumont en 1977, on recense les bâtiments anciens et on effectue une collecte de photographies anciennes, la préparation d'un dossier de presse (1900-1977) et des enquêtes orales auprès des personnes âgées.

Même si, d'une manière générale, la situation culturelle varie d'une MRC à une autre, d'une zone à une autre (îles, plaine côtière, arrière-pays), dans l'ensemble, les interventions témoignent d'un dynamisme touchant la plupart des secteurs. Ainsi, L'Islet-sur-Mer et La Pocatière se dotent des seuls musées accrédités par le ministère des Affaires culturelles: le Musée maritime Bernier, axé sur la vie maritime, le Musée François-Pilote, axé sur l'agriculture. Saint-Jean-Port-Joli, avec son École de sculpture, dispense une formation dans les métiers d'art tout en constituant un noyau particulièrement actif dans le domaine des arts visuels; cette localité compte également un regroupement en art actuel, l'Association des sculpteurs de l'Est du Québec. Le comté de Bellechasse se démarque de ses voisins par l'établissement de tout un réseau de bibliothèques publiques: 14 bibliothèques établies entre 1978 et 1988. La plaine côtière, territoire qui comporte les plus anciens noyaux de villages ainsi que les centres institutionnels les plus importants, est sujette à des attentions particulières dans le domaine patrimonial: classement de la maison de Sir Étienne-Pascal Taché à Montmagny, restauration et mise en valeur du domaine seigneurial et du moulin de Saint-Roch-des-Aulnaies, mise en valeur du noyau institutionnel de Saint-François-de-Montmagny, construction d'un four à pain et restauration du manoir Couillard-de-Lespinay de Montmagny, restauration de l'ancien presbytère de Beaumont, de l'église de Saint-André de Kamouraska, etc. De fait, un réseau d'animation culturelle, reflétant l'ancienneté du territoire, s'établit le long du fleuve Saint-Laurent.

Les mass media

La concentration de la presse régionale

La croissance continue et rapide des médias comme la radio et la télévision depuis les années 1960 laisse, dans les faits, peu de place à un média plus traditionnel comme la presse. Pour échapper à la stagnation des tirages,

les hebdos régionaux cherchent à se regrouper. En 1961, on procède à l'union du *Progrès de L'Islet* et du *Courrier de Montmagny* (depuis 1937), et le nouveau journal prend le nom du *Courrier de Montmagny–L'Islet*. En 1968, on abandonne la dernière partie du titre alors que le 3 novembre 1971 on annonce la fermeture du journal. On souligne cependant qu'une grande partie du personnel sera réembauchée pour la publication d'un nouveau journal: *Le Nouveau Courrier*. Ce dernier vivote jusqu'à son achat par *Le Peuple* en novembre 1972.

FUSIONNER POUR SURVIVRE...

Au début des années soixante, l'hebdomadaire *Le Peuple* doit faire face à la concurrence grandissante des quotidiens, en plus de perdre les faveurs du parti jusque-là au pouvoir, l'Union nationale. Pour survivre, la direction tente de lui donner un second souffle en prenant, dans un premier temps, ses distances face aux partis politiques, et, dans un deuxième temps, en améliorant la présentation (introduction de la couleur) et le contenu. En augmentant la publicité locale, les informations sportives et les illustrations, la direction s'efforce de rentabiliser le journal en élargissant son audience. Pour améliorer son information et pour se conformer au statut d'«organe de la côte sud», la direction ouvre en 1966 des bureaux régionaux dans les comtés voisins (Bellechasse, L'Islet et Kamouraska). Ces mesures contribuent certes à relancer l'hebdomadaire mais elles s'avèrent insuffisantes pour en assurer la stabilité financière. Afin de réduire les coûts de production et de publication tout en tentant d'améliorer la présentation et le contenu, *Le Peuple* fusionne en novembre 1972 avec *Le Courrier*. Cette fusion contribue à une augmentation fort significative de son tirage, passant de 2 462 exemplaires en 1962 à près de 10 300 en 1974. À la fin des années 1970, *Le Peuple-Courrier* modifie son nom pour *Le Peuple de la Côte-du-Sud*.

QUÉBECOR ET UNIMÉDIA

Le regroupement des hebdos laisse la porte ouverte à d'importants mouvements de concentration de la presse régionale entre les mains de puissantes corporations comme Québecor et Unimédia qui contrôlent plusieurs dizaines d'hebdomadaires régionaux au Québec[33]. Plusieurs hebdos indépendants s'impriment même sur les presses de ces grandes entreprises. À côté de ces géants, les petits groupes qui contrôlent quelques hebdomadaires ne résistent pas longtemps. Sur la Côte-du-Sud, Québecor acquiert ainsi de Jean-Paul Cloutier, en 1981, *Le Peuple de la Côte-du-Sud*, alors que le groupe Unimédia prend le contrôle, au début de l'année 1989, du groupe Polyforme inc. d'Alma, alors propriétaire de quatre hebdomadaires dont celui du comté de Bellechasse, *La Voix du Sud* (13 200 exemplaires)[34].

LA DISTRIBUTION GRATUITE

Au-delà du regroupement, l'évolution des hebdos régionaux est surtout marquée par l'importance envahissante de leur fonction de véhicules publicitaires. La formule est simple: la publicité assure des revenus garantis et

permet de distribuer le journal gratuitement afin d'obtenir la plus large diffusion possible. En 1976, presque 100 % des revenus des hebdomadaires gratuits québécois proviennent de la publicité. Si ce procédé stabilise financièrement les hebdos régionaux, il a par contre l'inconvénient de tendre à banaliser leur contenu informatif.

Cette formule assure la survie des journaux existants comme *Le Peuple* qui l'adopte en 1986[35] et qui est tiré à près de 16 500 exemplaire en 1990[36]. Elle permet l'apparition de quatre nouveaux hebdos gratuits entre 1978 et 1985: *Le Kamouraska* (1978), *Le Placoteux* (1978) et *La Voix de Bellechasse* (1983), fusionnée avec *La Voix du Sud* en 1988, ainsi que le bimensuel *L'Oie blanche* (1985). Ce dernier journal, fondé par Thomas Tremblay, concurrence directement *Le Peuple de la Côte-du-Sud*, propriété du Groupe Québecor. En avril 1990, une coopérative formée d'hommes et de femmes d'affaires de la région de Montmagny fait l'acquisition du bimensuel et le transforme en hebdomadaire[37]. En 1991, *L'Oie blanche* est tiré à quelque 18 300 exemplaires et son territoire de diffusion comprend les MRC de L'Islet, de Montmagny ainsi que trois municipalités de la MRC de Bellechasse (Saint-Vallier, Saint-Raphaël et Saint-Philémon).

Dans le comté de Kamouraska, deux hebdomadaires, l'un à La Pocatière, l'autre à Saint-Pascal, ayant le même territoire de diffusion, se livrent une lutte acharnée. *Le Kamouraska*, fondé en février 1978 par le Groupe de presse Bellavance de Rimouski, est distribué dans les foyers de Saint-Jean-Port-Joli à Saint-Alexandre de Kamouraska. Progressivement, il s'étend à l'ensemble de la MRC de L'Islet. En 1989, des hommes d'affaires de La Pocatière font l'acquisition de l'hebdo à la succession d'André Bellavance. De 9 000 exemplaires en 1979[38], *Le Kamouraska* passe à quelque 15 600 en 1991. Pour sa part, *Le Placoteux* est fondé en septembre 1978 par l'Association des marchands de Saint-Pascal inc. Durant les premières années, ce journal est distribué dans la ville de Saint-Pascal et dans les municipalités environnantes pour finalement s'étendre à l'ensemble des municipalités des MRC de L'Islet et de Kamouraska. De quelque 3 500 exemplaires à sa première année de parution, *Le Placoteux* atteint les 16 200 en 1991[39].

Enfin, la MRC de Bellechasse possède, à compter de 1983, son hebdomadaire régional, *La Voix de Bellechasse*. Propriété du groupe Les Journaux associés S. F. inc., qui possède également les journaux *Le Guide* de Sainte-Marie-de-Beauce et *La Voix du Sud* de Lac-Etchemin, *La Voix de Bellechasse* est alors distribuée gratuitement à plus de 7 000 exemplaires dans les municipalités de la MRC de Bellechasse. En mars 1988, le groupe Polyforme inc., propriétaire des hebdos *Le Lac Saint-Jean*, l'*Étoile du Lac* (comté de

Roberval) et *L'Écho* de La Tuque, fait l'acquisition de *La Voix de Bellechasse* et de *La Voix du Sud*. Deux mois plus tard, ces deux hebdomadaires fusionnent pour devenir *La Voix du Sud*. Du même coup, on interrompt le service dans trois municipalités du secteur nord du comté de Bellechasse dont les citoyens «font traditionnellement affaires avec les grands centres de Lévis et de Montmagny[40]».

Le développement des radios et des télévisions communautaires

Le monde de la radio régionale subit des transformations importantes durant les années 1980. Comme plusieurs stations opérant dans les régions à faible densité démographique, le poste de radio magnymontois CKBM est contraint de fermer ses portes en août 1983, après 30 ans d'opération. De son côté, le poste de La Pocatière, CHGB-MA, est frappé par un incendie majeur qui détruit ses installations en 1989. Malgré des cotes d'écoute plus que satisfaisantes, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) autorise finalement la fermeture de la station en raison de la situation économique défavorable du moment. Le vide créé par la disparition des deux stations MA de la Côte-du-Sud est toutefois comblé par deux nouveaux postes MF, soit CFEL à Montmagny depuis 1987 et CHOX à La Pocatière, en ondes depuis avril 1992. La radio régionale continue donc d'exister.

LA RADIO COMMUNAUTAIRE

En plus de la bande MF, la radio communautaire fait son apparition durant les années 1980. Favorablement accueillie par la population régionale et appuyée par des mouvements populaires, elle est évidemment décriée par les radios commerciales privées qui voient là un concurrent potentiel pour le marché publicitaire. La radio communautaire est composée de quelques permanents et de nombreux participants bénévoles et est financée par diverses instances gouvernementales et par les ressources de la réclame publicitaire. À la fin des années 1980, la Côte-du-Sud est à peu près entièrement couverte par des radios communautaires. Dans la région de L'Islet et de Kamouraska, les auditeurs peuvent syntoniser les stations communautaires CIHO-MF, de Charlevoix, depuis 1984-1985, et CION-MF, de Rivière-du-Loup. Dans Bellechasse, la radio communautaire de la Frontière, à Lac-Etchemin, fondée dans le but de s'implanter dans la MRC des Etchemins, envisage la possibilité de s'étendre à l'ensemble du territoire de la MRC de Bellechasse[41]. À l'automne 1990, les organisateurs de Radio-Bellechasse se présentent pour la troisième fois devant le CRTC afin d'obtenir un permis d'exploitation. Forts de leurs quelque 70 mémoires et lettres d'appui émanant d'organismes du milieu et

malgré les objections des stations CIRB de Lac-Etchemin, CKRB et CIRO-MF de Saint-Georges de Beauce[42], les organisateurs obtiennent l'autorisation d'implanter Radio-Bellechasse.

LA TÉLÉVISION

Du côté de la télévision, outre la télévision de Radio-Canada ou la télévision privée, l'avènement de la câblodistribution rend accessibles les grands réseaux américains. Ainsi, à partir du 1er octobre 1981, les abonnés de Câblodistribution de la Côte-du-Sud[43], dont le territoire s'étend alors de Saint-Aubert de L'Islet à Saint-Gabriel de Kamouraska, peuvent capter la télévision américaine. De plus, des essais de télévision alternative, éducative, comme Radio-Québec, ou communautaire ont lieu au cours des années 1970. Leur succès demeure cependant mitigé sauf pour Radio-Québec qui réussit à se tailler une place modeste. Dès le début des années soixante-dix, des discussions sont entreprises quant à l'établissement de télévisions communautaires régionales. En février 1972, *Le Peuple* signale des possibilités intéressantes du côté de Montmagny, de La Pocatière et de Saint-Pamphile. Ces localités présentent alors des ressources financières et humaines indéniables: présence du Cégep de La Pocatière, de la Polyvalente de Saint-Pamphile et de la future polyvalente de Montmagny, d'entreprises de câblodistribution à La Pocatière et à Saint-Pamphile[44].

En 1972, les télévisions communautaires de Saint-Pascal et de La Pocatière sont en service. Cette dernière, contrairement à celle de Saint-Pascal qui est toujours une corporation autonome, relève à partir de 1976 du service de Câblodistribution de la Côte-du-Sud inc. Le canal communautaire de La Pocatière couvre actuellement une partie des comtés de L'Islet et de Kamouraska alors que la télévision communautaire de Saint-Pascal diffuse pour le secteur est du comté de Kamouraska[45]. En septembre 1979, la télévision communautaire de Montmagny, propriété du câblodistributeur Belle-Vision, aujourd'hui Cogécocâble, commence la diffusion de ses émissions[46] alors qu'il faut attendre février 1985, après plusieurs mois de préparation, pour que la télévision communautaire de Saint-Pamphile entre en ondes[47]. Cette dernière s'adresse particulièrement à la population du comté de L'Islet, secteur sud[48]. Des projets de télévision communautaire sont également à l'étude pour les municipalités de Saint-Paul-de-Montminy, de Saint-Fabien-de-Panet et de Saint-Just-de-Bretenières, dans le sud du comté de Montmagny.

Enfin, dans le comté de Bellechasse, Télécâble Saint-Damien, qui dessert depuis 1977 le sud du comté, offre à compter d'octobre 1978 des émissions produites à la télévision communautaire de Saint-Damien, «Télé-Nous inc.[49]». Incorporée le 12 juillet 1979, Télé-Nous est un organisme à but non lucratif, comme la télévision communautaire de Saint-Pascal et de Saint-

Pamphile. Dans ce sens, il fait appel à des bénévoles et vit des contributions financières privées et gouvernementales. Ces sources de financement diffèrent de celles des canaux communautaires rattachés au réseau des câblodistributeurs comme Vidéotron et Cogécocâble. Les municipalités nord du comté de Bellechasse (Beaumont, Saint-Michel, Saint-Vallier, Saint-Charles, La Durantaye et Saint-Raphaël) sont pour leur part desservies par le canal communautaire de Lévis, câble 9, propriété de Vidéotron. Cette dernière, la plus grande entreprise de télédistribution au Québec et la deuxième en importance au Canada avec plus d'un million d'abonnés au service de base, fait l'acquisition, en 1989, de Télé-Câble Saint-Damien et, en 1990, de Câblodistribution Saint-Pascal inc.[50].

La diversification des pratiques artistiques

De la boîte à chansons au théâtre d'été

Le monde du spectacle s'est transformé radicalement au cours des deux dernières décennies. Après la disparition, dans les années 1960, des divertissements urbains comme les cabarets, les salles de danse et les théâtres populaires, apparaissent, dans les années 1970, les discothèques et les théâtres d'été. Ces derniers, qui s'inspirent d'ailleurs de la tradition du burlesque et du boulevard, embauchent régulièrement des vedettes de la télévision. La presque totalité de ces salles estivales sont situées à l'extérieur de Montréal et de Québec, donc habituellement en milieu rural ou près d'une agglomération urbaine à faible densité. Entre 1957 et 1980, le nombre de théâtres d'été passe de 1 à 42[51]. Sur la Côte-du-Sud, La Roche à Veillon à Saint-Jean-Port-Joli, le Théâtre Beaumont–Saint-Michel à Saint-Michel-de-Bellechasse et le Théâtre de l'Oie blanche à Montmagny diffusent des pièces de type professionnel et la popularité croissante de celui de Saint-Jean-Port-Joli mérite qu'on s'y attarde quelque peu.

En mai 1962, *Le Peuple* accueille favorablement la venue d'un théâtre d'été à Saint-Jean-Port-Joli: «Il est bien beau [...] d'inviter les touristes à visiter notre localité historique, mais il faut leur trouver quelque chose pour les occuper, surtout les soirs[52]». Des représentations ont lieu à l'École de sculpture de Jean-Julien Bourgault. En 1964, on acquiert une grange-étable à quelque quatre kilomètres et demi à l'est du village. Avec le temps, on y ajoute un restaurant de cuisine exclusivement «vieux québécois régional», La Boustifaille[53] et une boîte à chansons. La Commission touristique de Saint-Jean-Port-

Joli, une corporation sans but lucratif, réinvestit les surplus dans l'amélioration constante des lieux. Elle soutient également financièrement des initiatives ou des organismes locaux de loisir et d'accueil du tourisme[54].

LES SPECTACLES

À partir des années 1970, la multiplication des centres communautaires, la présence de l'amphithéâtre du Cégep de La Pocatière, l'accessibilité des salles des polyvalentes et l'établissement de théâtres d'été permettent plus facilement d'accueillir des troupes de passage. Cependant, peu d'organismes s'occupent d'une diffusion régulière et structurée des spectacles. Notons toutefois, au début des années 1980, les Productions PIL, la Corporation de promotion culturelle de Kamouraska–L'Islet et la Corporation régionale de la salle André-Gagnon. Ces organismes planifient des spectacles d'envergure comme le Kamouraska-Rock, à Saint-Pacôme, en juillet 1980[55], et la venue d'artistes à La Pocatière et à Montmagny comme Dominique Michel, Jean Lapointe, Jean-Guy Moreau et Clémence Desrochers. Dans les municipalités rurales, le regroupement des bibliothèques du réseau de bibliothèques centrales de prêts pallie cette carence «locale» en offrant, entre autres, des spectacles, des conférences ou des expositions. En 1988, pour la seule MRC de Bellechasse, 42 expositions, 41 conférences, 43 spectacles et 29 films de l'Office national du film sont diffusés par ces centres, généralement le principal sinon l'unique foyer culturel de la municipalité.

LE THÉÂTRE

De plus, les Sudcôtois peuvent occasionnellement assister à des pièces de théâtre amateur, scolaires ou autres, initiatives des gens du milieu et interprétées par des gens du milieu. Par exemple, la compagnie du Théâtre populaire de la Côte-du-Sud (1971), subventionnée par la Société Saint-Jean-Baptiste diocésaine, les troupes de théâtre du Nouveau-Temps (1981), des Lions de La Pocatière et du Vieux village inc. (1979) de Cap-Saint-Ignace permettent aux talents régionaux de se faire valoir et connaître[56]. Des troupes issues des milieux étudiants, telle la troupe Coeurs à tout de la polyvalente de Saint-Pamphile ou celles des polyvalentes de Saint-Pascal ou de La Pocatière (Théâtre du Cinq-sec) obtiennent également des succès non négligeables.

LA MUSIQUE

La vie musicale trouve son expression dans des ensembles comme la chorale Étoile au grand large de L'Islet (1968-1986), dirigée successivement par l'abbé Fernand Biron, ex-maître de chapelle au Grand séminaire de Québec, et par le chef d'orchestre Guy Bélanger, fils de Edwin Bélanger, la Société d'art lyrique de La Pocatière (1986) ou la Troupe du Vieux Moulin, ensemble folklorique de Montmagny qui voit le jour en 1974[57], dépassent largement les audiences régionales. À Saint-Alexandre de Kamouraska s'établit un camp musical qui offre récitals et concerts.

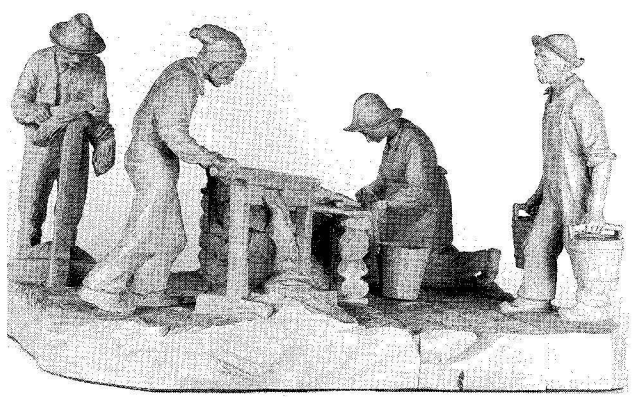
De l'artisanat aux métiers d'art

Des disciplines comme la sculpture, la peinture ou l'artisanat profitent, au cours des années 1970 et 1980, d'une part importante des manifestations collectives sur la Côte-du-Sud (symposiums, biennales, rétrospectives, expositions, etc.). L'intégration de l'art à l'environnement, à laquelle participent les gouvernements et de plus en plus de sociétés privées, ainsi que l'établissement de galeries d'art, de salles d'expositions et de cafés à vocation culturelle et artistique contribuent à cette popularité croissante des métiers d'art sudcôtois.

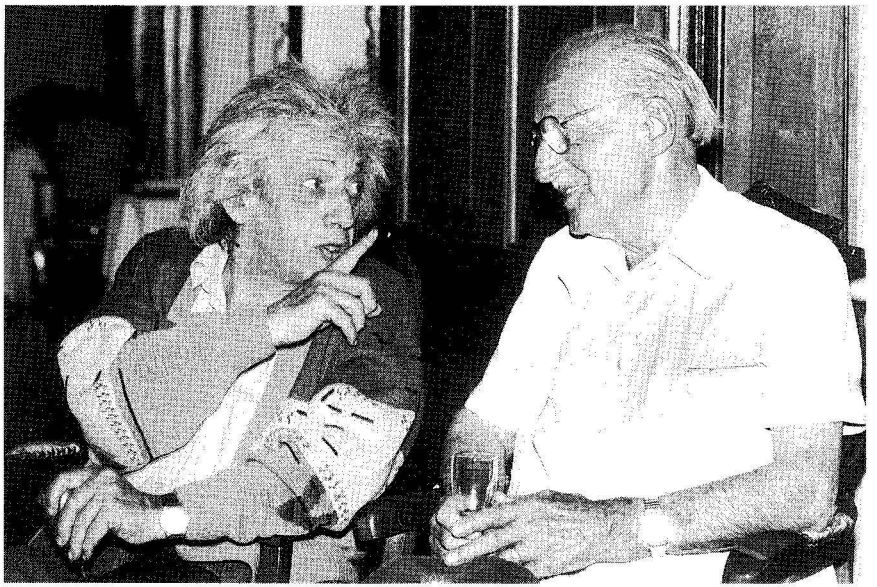
Les anciennes paroisses du littoral sont particulièrement choyées avec le café Le Patrimoine de Saint-Pascal, la maison Jean-Baptiste-Soulard de Saint-Roch-des-Aulnaies, la galerie d'art Berthe-Khazoom de La Pocatière, les salles d'exposition de l'ancien palais de justice de Kamouraska, du manoir Couillard-Dupuis de Montmagny ou de l'ancien hôtel Laurentide de Rivière-Ouelle, des galeries d'art à Saint-Michel, à Saint-Charles et à Saint-Gervais de Bellechasse, etc.

LA CAPITALE DE LA SCULPTURE

De toutes les municipalités, celle de Saint-Jean-Port-Joli se démarque par son musée Les Retrouvailles, la maison-musée Médard-Bourgault, le musée des Anciens Canadiens et le café-restaurant La Coureuse des grèves. Outre ces galeries d'art, ces salles d'expositions et ces cafés à vocation culturelle et artistique, des regroupements comme l'Association des artisans de Saint-Jean-Port-Joli, La Chimère de Saint-Roch-des-Aulnaies, une coopérative d'art et d'artisanat, travaillent à la reconnaissance des arts visuels. Enfin, de nombreuses initiatives régionales présentent de nouveaux talents et font connaître la



Jean-Julien Bourgault, «Le brayage du lin», 1946. (Musée François-Pilote).



Jean-Paul Riopelle et Jean-Julien Bourgault réunis pour une exposition commune à Montmagny en 1991.
Photo: Jean Beaulieu.



Jean-Paul Riopelle, oeuvre sans titre créée à l'île aux Oies en 1990.
Photo: Jean Beaulieu.

production artistique. Notons, par exemple, l'organisation du Congrès mondial de la sculpture sur bois tenu à Saint-Jean-Port-Joli en 1980, le Symposium de sculpture sur bois et de peinture (1981), le sommet dans le domaine expérimental de l'art Le langage des traces (1983), et, surtout, le Congrès international de sculpture (1984). Sur la Côte-du-Sud, cette période octroie à l'artisanat ses lettres de noblesse. On ne parle plus de tissage et de sculpture mais de métiers d'art et de capitale mondiale de la sculpture (Saint-Jean-Port-Joli).

Au chapitre des arts visuels, bien que la Côte-du-Sud produise un nombre impressionnant d'artistes et d'artisans, la région de L'Islet–Kamouraska semble se démarquer par le dynamisme de ses organisations corporatives et par la qualité et la diversité des oeuvres de ses sculpteurs, fondeurs, céramistes, potiers, artisans du cuir, joailliers, ébénistes, tisserands, peintres, etc.

La redécouverte d'un riche patrimoine

La Loi des monuments historiques de 1922 limitait le patrimoine aux seuls monuments. En 1965, le Québec étend cette notion aux sites historiques et, en 1972, la Loi des biens culturels s'étend à une variété plus large d'objets, désormais reconnus comme relevant de l'héritage. «Dès le début des années 1970 le patrimoine est devenu le lieu privilégié de l'expression nationaliste [...][58]». On ne parle désormais plus de maisons typiquement canadiennes-françaises mais bien de maisons typiquement québécoises. Les Québécois abordent donc «l'ère du patrimoine par le coeur». Entre 1970 et le début des années 1980, le gouvernement du Québec double les sommes investies en archéologie et en matière de biens culturels, mobiliers et immobiliers. À la même époque, le gouvernement fédéral développe un important réseau de parcs nationaux à saveur historique. Mais ces investissements sont bien peu si on les compare aux ressources investies par le secteur privé. De fait, alors que jusqu'à la fin des années soixante, seuls quelques amateurs éclairés, qu'on qualifiait volontiers d'«antiquaires», accordent un intérêt aux biens culturels, les années soixante-dix voient un accroissement remarquable d'individus et de sociétés misant désormais sur le patrimoine.

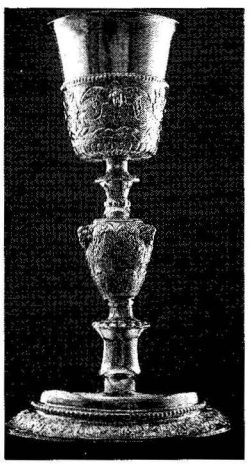
LA RESTAURATION

Si les initiatives individuelles et privées concernant le patrimoine bâti trouvent peu d'échos dans les journaux régionaux, les actions de groupes de sauvegarde concernant des édifices publics et religieux sont relatées avec beaucoup d'éclat. Des initiatives heureuses, telles la restauration du manoir et du moulin de Saint-Roch-des-Aulnaies, classés monuments historiques en

1965, de l'ancien presbytère de Saint-François-de-Montmagny, de l'église de Kamouraska, trouvent écho dans la presse et reçoivent l'appui des populations locales. Par contre, d'autres projets de sauvegarde, tels le manoir Dénéchaud de Berthier-sur-Mer, classé bien culturel, ou le vieux couvent de Montmagny, malgré des tollés de protestation, ne peuvent être sauvés. Temps fort du nationalisme, les années soixante-dix sont riches en recherches patrimoniales et architecturales de toutes sortes. Les Sudcôtois se tournent vers le patrimoine bâti et tentent de limiter les démolitions.

D'autres projets de sauvegarde et de mise en valeur, par contre, engendrent de véritables conflits opposant des groupes de citoyens, des autorités civiles, administratives ou religieuses. C'est le cas des anciens presbytères de Rivière-Ouelle (1978) et de Beaumont (début 1980), du couvent et de l'ancienne Banque Royale de Montmagny (milieu 1980). Le nerf de la guerre se résume souvent dans le financement de ces projets de restauration, l'utilisation des bâtiments et les coûts inhérents à leur entretien futur. La mobilisation significative de fractions de populations de villages et de villes signifie assurément cet attachement et cette fierté au patrimoine architectural le plus souvent menacé...

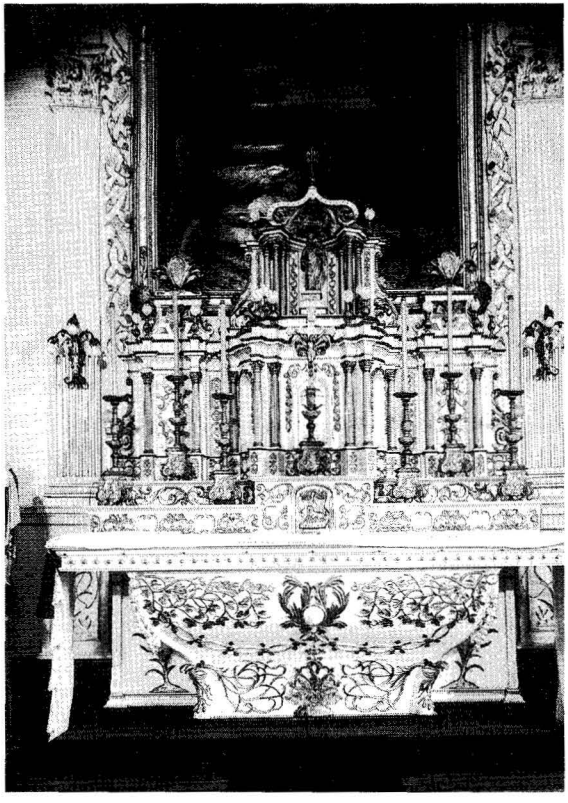
Les années 1980 sont celles du patrimoine collectif et... pratique. Collectif, parce que ce sont les populations et les organismes locaux et régionaux qui font la promotion du patrimoine. Pratique, parce que ces bâtiments et ces sites doivent s'adapter au milieu et s'intégrer à la trame de la vie quotidienne. Le sauvetage de l'ancien presbytère de Beaumont par un comité de citoyens bénévoles (Comité de promotion du patrimoine de Beaumont) et son adaptation afin d'y installer la bibliothèque municipale, aujourd'hui objet de fierté locale, illustrent bien ce passage des interventions individuelles aux interventions collectives...



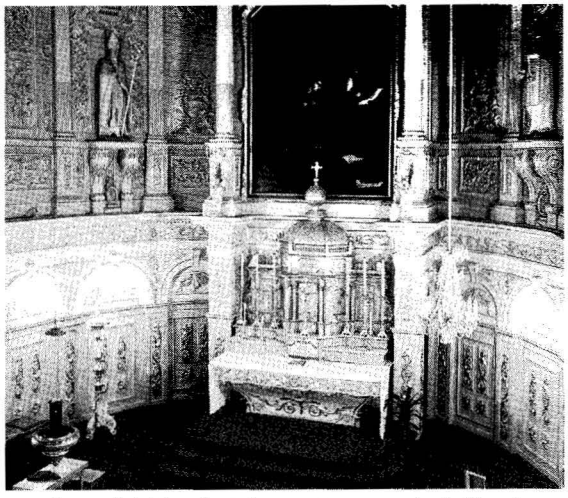
Calice en or massif exécuté par François Ranvoyzé en 1810. La pièce fait partie du trésor de L'Islet conservé au Musée du Québec. (ANQ, Québec, E67/68-2-48).

Le développement d'une conscience patrimoniale

L'impression générale qui se dégage lorsque l'on parcourt la Côte-du-Sud, c'est la richesse de l'architecture des paroisses des vieux terroirs. Les maisons typiques des vieilles paroisses rurales des premiers temps de la colonie sont généralement orientées d'est en ouest et s'échelonnent le long de la route qui borde les premiers rangs. Au milieu de la paroisse, les maisons se regroupent le long de la route et forment le village. Les édifices institutionnels (église, presbytère, couvent, collège, salle des habitants) reflètent la relative prospérité de la paroisse rurale de jadis. L'oeil averti y découvre les détails architecturaux, tels l'ajout de moulures, de corniches d'influence victorienne, synonymes de



Maître-autel de l'église de Beaumont. Le tabernacle a été sculpté par Noël Levasseur vers 1725 et le tombeau par Étienne Bercier au début du XIX[e] siècle. (MAC, fonds Morisset, 0279-E-7).



Le choeur de l'église de L'Islet-sur-Mer, oeuvre des Baillargé, avec une «Annonciation» peinte par Jean-Antoine Aide-Créquy. (MAC, fonds Morisset, 5992-H-9).



«La Grande Sainte-Famille», l'une des six toiles d'Antoine Plamondon qui ornent les murs de l'église de L'Islet-sur-Mer. (ANQ, Québec, E67/68-40655).

réussite sociale. Quelques rares villages ont conservé certains traits architecturaux empruntés à la vie maritime, tels Berthier-sur-Mer, L'Islet-sur-Mer et Kamouraska. D'autres, par contre, ont été l'objet d'interventions majeures dans le domaine de la restauration; soulignons les paroisses de Beaumont, de Saint-François-de-Montmagny et de Saint-Roch-des-Aulnaies.

L'histoire du peuplement de la Côte-du-Sud étant plus ancienne dans les basses terres, fin XVII[e] siècle et début XVIII[e], de nombreux ensembles immobiliers de valeur patrimoniale sont l'objet d'interventions privées et gouvernementales dès les années soixante. La plupart des bâtiments d'architecture traditionnelle d'avant 1850 se retrouvent d'ailleurs dans les paroisses le long du fleuve et dans les couloirs des principales rivières de la Côte-du-Sud: la rivière Boyer, la rivière du Sud, la rivière Trois Saumons. Les schémas d'aménagement des MRC de la Côte-du-Sud identifient la quasi-totalité des «territoires d'intérêt historique et culturel» dans les anciennes paroisses du

littoral, là où l'on retrouve les plus grandes concentrations de maisons typiquement rurales, de bâtiments de ferme et d'édifices institutionnels. Dans les terres de l'intérieur, les bâtiments patrimoniaux se répartissent principalement dans des noyaux villageois et dans les rangs qui ont été défrichés à compter de la seconde moitié du XIX[e] siècle.

Dans la MRC de Bellechasse, le schéma d'aménagement recense 14 sites, soit trois d'intérêt élevé à Beaumont (moulin de Beaumont, domaine seigneurial et maison Trudel) et 11 d'intérêt moyen, ainsi que cinq sites archéologiques, soit à Beaumont, à Saint-Vallier et à Armagh. Dans la MRC de Montmagny, les bâtiments anciens classés par le ministère des Affaires culturelles et les sites archéologiques, tous situés dans la partie nord de la MRC, sont parmi les biens patrimoniaux identifiés et retenus dans le schéma d'aménagement. Soulignons qu'en 1988, l'archéologue Philippe Picard localise des sites d'habitation de défricheurs et premiers agriculteurs (fin XVII[e] et début XVIII[e] siècle) des villages abandonnés de Saint-François, de Saint-Pierre de Montmagny et du village à la Caille (Montmagny).

La MRC de L'Islet possède, pour sa part, cinq grands ensembles de part et d'autre de la route 132 (villages des Aulnaies, de L'Islet-sur-Mer et de Saint-Jean-Port-Joli, embouchure de la rivière Trois Saumons et place de l'église à Saint-Roch-des-Aulnaies) et nombre d'éléments ponctuels, tels la maison de Chiniquy à Sainte-Louise, des chapelles, des moulins, la gare de L'Islet et un



Base d'âtre dégagée par l'archéologue Philippe Picard lors des fouilles d'un site d'habitation en bordure de la rivière du Sud. Photo: Philippe Picard.

pont couvert. Enfin, outre les monuments historiques classés ou reconnus dans la MRC de Kamouraska (presbytère de Rivière-Ouelle, église de Saint-André, statues d'anges de l'église de Saint-Pascal), mentionnons ces biens patrimoniaux dignes d'intérêt que sont le site du berceau de Kamouraska, la maison Langlais, le moulin Paradis et le manoir Taché à Kamouraska, la place de l'église et la maison Chapais à Saint-Denis, le pont couvert de Saint-Onésime, les maisons King et Harding à Saint-Pacôme, les places de l'église à Rivière-Ouelle et à Saint-Bruno.

Les corporations de mise en valeur du patrimoine et les centres d'interprétation

C'est en 1927 que le gouvernement procède au classement des premiers édifices historiques: le château Ramezay à Montréal, l'église Notre-Dame-des-Victoires et la vieille maison des Jésuites à Québec. Jusqu'au début des années soixante, la Commission des monuments historiques se limite essentiellement à classer les églises. Durant les années soixante, l'intérêt se porte sur l'habitat en milieu rural. Au cours des années 1970, les gouvernements autorisent la réalisation de chantiers importants en milieu urbain, comme la Place Royale, et favorisent de ce fait la diversification des catégories d'édifices et d'objets classés: industries, banques, palais de justice, goélettes, etc. Il n'est donc pas surprenant d'observer, au cours des années soixante et début soixante-dix, des initiatives individuelles de restauration de maisons anciennes alors qu'apparaissent, après 1970, les corporations de mise en valeur d'ensembles de bâtiments. Notons celles du coeur institutionnel de Saint-François-de-Montmagny, de la seigneurie et du moulin banal de Saint-Roch-des-Aulnaies, de Grosse-Île. L'ère est au projet d'envergure.

De fait, le développement culturel régional dans son ensemble a donné naissance, depuis quelques années, à plusieurs organismes; ce sont, entre autres, les sociétés d'histoire et de patrimoine, les comités culturels des municipalités, les corporations sans but lucratif oeuvrant dans les secteurs des arts visuels, des arts d'interprétation et dans les musées et les centres d'interprétation du patrimoine. Ces organismes, corporations et centres, qui ont amorcé cette dynamique de «sauvetage», contribuent à l'accroissement de l'intérêt de la population régionale pour le domaine culturel. Dans la majorité des localités du littoral, cette dynamique prend forme et s'exprime par l'intermédiaire de comités, mais également par les festivals et les fêtes populaires, le plus souvent à caractère patrimonial.

LES COMITÉS DE SAUVEGARDE

Ainsi à Rivière-Ouelle, en 1978, le Comité ad hoc pour la conservation du patrimoine multiplie ses interventions afin de sauver le vieux presbytère de

l'endroit. À Cap-Saint-Ignace, le Comité culturel du Petit Cap travaille, au début des années 1980, au dossier du moulin Ouellet (près de l'autoroute 20). Outre les nombreuses interventions auprès des édiles municipaux et de certains particuliers, le Comité de promotion du patrimoine de Beaumont oeuvre particulièrement à la sauvegarde des murs de l'ancien presbytère. Un comité pour la sauvegarde du vieux couvent de La Pocatière voit le jour en 1982 afin de sauver de la démolition cet édifice plus que centenaire.

À Montmagny, en 1981, un comité de sauvegarde pour l'ancien édifice de la Banque Royale travaille à contrer l'idée d'établir sur ce site une aire de stationnement alors qu'un débat s'engage sur le projet de rénovation ou de démolition de l'ancien couvent. En 1987, à Saint-Jean-Port-Joli, la corporation Philippe-Aubert-de-Gaspé élabore un projet d'aménagement d'un centre d'interprétation à la mémoire de l'écrivain et ancien seigneur des lieux. «Il serait ainsi possible de rebâtir le manoir de Gaspé et d'en faire un véritable centre régional de la culture et de l'histoire. [...] Le manoir reconstitué fournirait un lieu idéal pour la diffusion et la promotion de la littérature canadienne-française[59]».

GROSSE-ÎLE

Pour la population, le nom de Grosse-Île évoque ou évoquait, à tout le moins jusqu'à la fin des années soixante-dix, une station de quarantaine animale. Depuis, Grosse-Île a été reconnue comme parc historique national. L'Office du tourisme de la Côte-du-Sud travaille afin d'en faire la pierre angulaire du développement touristique et l'un des attraits majeurs de la région alors que des chercheurs de Parcs Canada, du ministère du Patrimoine canadien, d'Environnement Canada, réalisent un vaste projet de recherche. Des dossiers de presse, des articles dans des revues, des entrevues radiophoniques et télévisées, bref, une pléiade d'outils promotionnels sont élaborés pour vendre les attraits touristiques de cette région. Depuis quelques années, l'Office du tourisme engage du personnel saisonnier, pendant l'été, afin d'accueillir les nombreux visiteurs. Une étude menée par Parcs Canada et publiée en 1990[60] estime qu'une affluence normale de 80 000 visiteurs par année pourrait entraîner plus de 10 millions de dollars de retombées directes.

LA SEIGNEURIE DES AULNAIES

C'est au milieu des années 1970, avec le projet d'établir «un village du Bas-Canada», semblable à celui de Upper Canada Village en Ontario, qu'une idée de mettre en valeur le patrimoine de Saint-Roch-des-Aulnaies prend forme. Devant le refus du ministère des Affaires culturelles de subventionner un projet de reconstitution historique, la Corporation du Village du Bas-Canada modifie son nom pour la Corporation de la seigneurie des Aulnaies; on concentre désormais les efforts sur la restauration et la mise en valeur de cette seigneurie.



Construit en 1853, le manoir des Aulnaies abrite un centre d'interprétation de la vie seigneuriale. (Phtoto: Yves Beauregard).

Le centre d'interprétation de la seigneurie des Aulnaies, l'une des plus anciennes concessions seigneuriales de la rive sud du Saint-Laurent (1656), est constitué d'un moulin banal en pierre et d'un manoir de style néo-classique, d'époque victorienne. En 1842, Amable Dionne fait appel à un ingénieur de Saint-Pascal, Edward Ennis, afin d'ériger le troisième moulin depuis la concession de la seigneurie. Entre 1850 et 1853, il fait construire le manoir selon les plans de l'architecte Charles Baillairgé, de Québec. Richement décoré d'une ornementation en bois sculpté et mouluré, le manoir est une construction en bois de 22 mètres sur 12. En 1978, le ministère des Affaires culturelles attribue une subvention de 370 000 $ pour sa restauration et celle du moulin banal[61]. Construits sur la côte, à une trentaine de mètres de la rivière Ferrée qui se jette dans le fleuve Saint-Laurent, le manoir et le moulin banal, avec leurs jardins, leur étang, leur pinède, leurs promenades et leur petit belvédère triangulaire sont officiellement inaugurés à l'occasion des Fêtes du 325e anniversaire de Saint-Roch-des-Aulnaies, en 1981. Deux ans plus tard, la corporation innove avec une formule très judicieuse de «sketches» théâtraux, à caractère éducatif, lors des visites guidées. Au cours de la saison 1986, le site accueille quelque 21 000 visiteurs[62].

DES SITES EXPLOITÉS

Compte tenu du caractère particulier de ce site, la seigneurie des Aulnaies devient en 1979 un immense plateau de tournage pour le film *Final Assignment*, mettant en vedette Geneviève Bujold et Michael York. Pour les besoins de ce film, le manoir se transforme en résidence russe, alors que le paysage environnant la rivière Ouelle illustre la campagne russe[63]. Rappelons également que d'autres sites pittoresques de la Côte-du-Sud ont constitué des endroits de tournage pour des films et téléromans québécois. Par exemple, *Kamouraska*, le film de Claude Jutras inspiré du roman d'Anne Hébert, est en partie tourné dans la maison Langlais, alors que le manoir de Joseph-Charles-Taché sert au tournage du téléroman *Cormoran*, de Radio-Canada. D'autres sites, tels le moulin Paradis, l'hôtel Saint-André qui devient la boucherie de Clément Veilleux, la gare de Saint-Pascal, l'école Delisle de Rivière-Ouelle, les industries Desjardins de Saint-André, le presbytère et l'église de Notre-Dame du Portage, etc. forment le monde de Bella Cormoran, fin des années 1930. Comme quoi les paysages superbes du littoral sudcôtois, les vieilles maisons ancestrales disséminées sur les terres, les couchers de soleil exclusifs, tout cela sert de décor à ces histoires... d'une époque passée.

Les loisirs et la culture populaire

La multiplication des festivals

La Côte-du-Sud connaît au cours des années soixante, mais plus particulièrement au cours des années soixante-dix, des fêtes populaires, des

festivals, des manifestations qui mettent en valeur les traditions locales. Pour certaines manifestations, comme à Saint-Jean-Port-Joli et à Montmagny, ces festivités dépassent largement le cadre local et même régional et prennent rapidement une envergure nationale.

L'OIE BLANCHE

Ainsi, le premier Festival de l'oie blanche à Montmagny, en octobre 1972, est fait à «l'intention de toute la population de Montmagny, de la Côte-du-Sud et du Québec tout entier». On y tient de nombreuses activités: parade, dégustation de bières et de fromages, compétitions sportives, concours de toutes sortes, bal de l'«Oie blanche», messe dominicale, démonstration de sauts en parachute, exposition de peinture et d'oeuvres d'art au manoir Couillard, projection d'un documentaire sur Montmagny[64]. Ce festival constitue de nos jours l'une des plus importantes manifestations touristiques de la Côte-du-Sud.

LES TRADITIONS MISES EN VALEUR

Manifestations par excellence d'une culture de masse, ces festivals sont, en fait, l'occasion pour les communautés de mettre en valeur les traits distinctifs et représentatifs de leur paroisse tout en se révélant généralement fort lucratives. Pour les plus petites municipalités, ces fêtes constituent indéniablement un moyen d'affirmation régionale en plus de devenir une source de revenus intéressante. À Saint-Jean-Port-Joli, en 1962, le Festival de l'artisanat et de la chanson, «folklorique et canadien», a pour but «[...] d'attirer l'attention, d'éveiller la curiosité des touristes et des estivants en les invitant à venir voir les objets d'art que produit de plus en plus l'artisanat de St-Jean-Port-Joli et sa région[65]». À Beaumont, ce seront les Fêtes de l'oseille puis, dans les années 1980, le Festival des seigneuries. On souligne ainsi la présence de deux seigneuries sur le territoire municipal: la seigneurie de Vincennes, concédée à Jean-Baptiste Bissot de Vincennes et Charles-François Bissot en 1672, et la seigneurie de Beaumont, concédée à Charles Couillard en 1672.

Pour certaines localités, comme Saint-Roch-des-Aulnaies (Festival des contrebandiers), La Pocatière (Festival de la Grande Anse), Kamouraska (Festival des marées du Kamouraska), Sainte-Louise (Festival du Père Zim), Buckland (Festival folklorique), ces festivals mettent en valeur des traditions ou des éléments culturels auxquels s'identifient les membres de la communauté. Pour d'autres, comme Saint-Pamphile (Festival des bûcheux), Saint-Charles de Bellechasse (Festival charolais), Saint-Damase (Festival du poulet), ils ont généralement pour but de représenter fidèlement les activités économiques locales. En fait, dans un cas comme dans l'autre, ces activités constituent des apports économiques indéniables. Certaines municipalités y trouvent là des revenus fort appréciables à investir dans les organismes culturels et sportifs locaux ou dans l'amélioration des équipements de loisirs.

La diversification des loisirs et des activités de plein air

La société québécoise de l'après-guerre, rappelons-le, est entrée avec une certaine frénésie dans ce qu'on appelle la société de consommation. «L'amélioration du niveau de vie, la réduction du temps de travail, l'allongement des vacances sont autant de facteurs qui contribuent à accroître l'importance du temps libre dans la vie quotidienne des individus[66]». Les temps libres, les vacances et le plein air prennent un nouveau sens. Dans les années 1950, le loisir adopte une vision communautaire et catholique. L'Église, avec la création des OTJ, constitue la principale force organisatrice. Compte tenu de la concentration et de la densité de la population dans la zone littorale de la Côte-du-Sud, ce secteur possède un plus grand nombre d'équipements et d'infrastructures de loisir que celui du plateau. Il est important de noter que l'existence de ces équipements est généralement due à des organismes sans but lucratif dont l'initiative et le bénévolat sont les pierres d'assises.

Les années 1960 mettent, pour leur part, l'accent sur l'épanouissement de l'individu et sur une plus grande intervention de l'État dans le domaine des loisirs. Cette intervention se traduit surtout par l'implantation d'infrastructures et par le financement d'activités, mais également par l'établissement de structures politiques et administratives. Les municipalités multiplient les centres culturels et sportifs, les bibliothèques, les parcs et les terrains de jeux. Dans certaines municipalités où existent des infrastructures scolaires, une certaine collaboration permet à la population d'utiliser occasionnellement les installations en place. Enfin, en raison de leur position géographique et de l'axe routier traversant leur territoire, les MRC de Bellechasse et de Kamouraska sont desservies en matière d'équipements culturels par des centres urbains sous-régionaux, Lévis et Rivière-du-Loup, et par la Communauté urbaine de Québec.

LA BIBLIOTHÈQUE

Pour l'ensemble des municipalités de la Côte-du-Sud, il faut attendre la fin des années 1970 et le début des années 1980 pour assister au développement d'un réseau de bibliothèques publiques associées aux bibliothèques centrales de prêts (BCP). Donner accès à la lecture, à la culture, à l'information et à la documentation sous toutes ses formes (écrite, visuelle et sonore), offrir un service complet de bibliothèque publique et une programmation pour la tenue d'activités culturelles (théâtre, musique, expositions d'artistes, conférences, etc.) aux municipalités de moins de 5 000 habitants, tel est le but poursuivi par l'établissement des réseaux de BCP.

Sur la Côte-du-Sud, deux réseaux se partagent le territoire: celui de Chaudière-Appalaches, incluant les MRC de Bellechasse, de Montmagny et, depuis 1990, celle de L'Islet, et le réseau des Portages, incluant la MRC de Kamouraska. C'est le comté de Bellechasse qui obtient à ce niveau les meilleurs

gains. En 1991, 81 % de la population de la MRC de Bellechasse est desservie par une bibliothèque publique affiliée au réseau des BCP, alors que cette proportion est de 46,7 % dans Montmagny et de 46,4 % dans L'Islet. Notons qu'en 1960, le taux de la population québécoise desservie par une bibliothèque publique est de 45 %. En 1970, ce taux atteint les 59 % et, en 1986, 83 %. À cette date, 992 municipalités sont desservies par une bibliothèque publique alors qu'on n'en dénombrait que 58 en 1960[67].

Alors que des municipalités de la Côte-du-Sud s'affilient aux réseaux de bibliothèques centrales de prêts, financées en partie par le ministère des Affaires culturelles, les municipalités de Montmagny et de La Pocatière se dotent de bibliothèques publiques, en tenant compte des ressources déjà sur place, les bibliothèques scolaires. En 1983, la Ville de Montmagny et la commission scolaire régionale Pascal-Taché signent un protocole d'entente quant à l'utilisation conjointe de la bibliothèque de la polyvalente Casault alors que La Pocatière conclut une entente avec le Cégep de La Pocatière. Cette dernière municipalité rejoint le réseau des BCP en 1986.

LES LOISIRS DE PLEIN AIR

Outre les deux réseaux de bibliothèques centrales de prêts, il faut noter la présence d'équipements majeurs de loisirs de plein air. Il en est ainsi des marinas de Saint-Michel-de-Bellechasse, de Berthier-sur-Mer et de Montmagny. Des équipements d'envergure régionale se retrouvent également sur les plateaux ou dans l'arrière-pays: centres de ski régionaux du Massif du Sud à Saint-Philémon, de la Grande-Coulée à Saint-Paul-de-Montminy, le Golf de Bellechasse, à Saint-Damien, les bases de plein air du lac Trois Saumons et du lac Pohénégamook, les nombreux centres de motoneige. Ces régions offrent d'excellents potentiels de développement pour le loisir en plein air. Les autres équipements (sentiers de ski de fond, de randonnée pédestre, de raquette, piscines, patinoires, terrains de baseball, etc.) visent surtout la satisfaction des besoins locaux ou intermunicipaux. Afin de favoriser le développement touristique et d'obtenir des apports économiques supplémentaires à leur économie locale, certaines localités, parfois à grand renfort de publicité, encouragent les initiatives visant à attirer les amateurs de chasse et de pêche: Montmagny et l'île aux Oies, avec sa chasse à la sauvagine, Saint-Pamphile, avec la chasse au gros gibier.

* * *

La vie culturelle sudcôtoise apparaît, entre les années 1930 et 1960, comme un phénomène fortement influencé par la vie urbaine. Les activités culturelles liées à la presse, à la radio, au théâtre, au cinéma et même à la littérature se concentrent pour ainsi dire dans les municipalités importantes: Montmagny, La Pocatière et, de façon moindre, dans celles de L'Islet et de

Saint-Jean-Port-Joli. Une culture «modernisante» s'affirme dans les localités plus urbaines alors que la culture traditionnelle persiste plus longtemps dans les localités rurales. Pour ce qui est des populations des comtés de Kamouraska et de Bellechasse, des échanges culturels avec les localités et régions avoisinantes continuent de se développer et confirment de plus en plus cette polarisation autour de la Communauté urbaine de Québec et des villes de Lévis et de Rivière-du-Loup.

Le peuplement homogène de la Côte-du-Sud ainsi que le relatif isolement de la collectivité sudcôtoise permettent, et ce jusque vers les années cinquante, la conservation d'une foule de particularismes sociaux et culturels. Avec les «débordements de la modernité urbaine» on assiste cependant à l'envahissement progressif de ce terroir de la culture traditionnelle par cette culture «nouvelle», communément appelée culture de masse. Déjà, l'implantation de la radio, du cinéma et de l'imprimé populaire, dans la première moitié du XX^{e} siècle, ouvre cette brèche qui ne cessera de s'agrandir avec, entre autres, l'avènement de la télévision. Une telle connexion sur les valeurs urbaines bouleverse les rapports sociaux et crée un nouveau bassin de consommateurs de la culture.

Encore vivace, dans les années 1930-1950, dans ces localités où la radio, le cinéma, la presse ou même les imprimés populaires ont pour ainsi dire encore peu d'assises, cette culture traditionnelle s'évanouira progressivement. Ses derniers vestiges seront d'ailleurs recueillis par les Marius Barbeau, Pierre-Georges Roy, Gérard Morisset, Luc Lacourcière et nombre d'autres. Mais étudiés, ces traits culturels ne sont déjà plus que du folklore... Chansons traditionnelles, contes et légendes, patrimoine architectural, arts populaires d'autrefois témoignent de ce temps passé et... évanoui.

Cependant, la vie culturelle régionale se démarque en plusieurs domaines, témoins incontestables d'un dynamisme culturel populaire et spontané. Tout d'abord dans la sculpture et l'artisanat, dans le cinéma des années 1940-1950 avec l'abbé Maurice Proulx, dans la presse régionale de l'après-guerre avec le monopole de la famille Marquis, dans sa littérature de terroir, dans le patrimoine avec des mouvements de sauvegarde et de mise en valeur, particulièrement dans le patrimoine bâti, dans certains festivals populaires et les reconstitutions historiques diverses. La région se dote également de musées uniques au Québec, l'un axé sur la vie maritime d'autrefois, à L'Islet-sur-Mer, l'autre possédant une collection ethnologique qui rappelle la vie et les activités agricoles d'un temps pas si lointain, à La Pocatière. Ces manifestations témoignent assurément de cette recherche de l'expérience collective passée...

L'établissement d'organismes culturels dans les années 1970 et suivantes — deux conseils régionaux de la culture et deux associations touristiques régionales qui se partagent la région — est loin d'assurer une cohésion territoriale et historique à la Côte-du-Sud. En ce sens, la politique de décentralisation culturelle de l'État ne favorise guère les particularismes de la culture sudcôtoise et contribue plutôt au développement de sous-régions. De fait, le processus d'adaptation de la population régionale, menacé par les dynamismes culturels, par les nouvelles orientations économiques, sociales et institutionnelles et par l'apparition de valeurs nouvelles a nécessité un rééquilibre avec les aires territoriales avoisinantes (nouvelle région Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent). Aucune autre région du Québec n'a probablement connu un tel réaménagement de ses structures et une telle modification de ses «frontières vécues».